

LE MONDE DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

4 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Belgique, 14 sbb. ; Espagne, 13 p. ; Canada, 1,10 \$; États-Unis, 22¢ ; Grèce, 6,50 dr. ; Israël, 125 m. ; Italie, 1.000 L. ; Japon, 225 ¥ ; Liban, 225 P. ; Luxembourg, 22 L. ; Norvège, 4,75 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 45 esc. ; Singapour, 275 P. ; Suède, 4,75 kr. ; Suisse, 1,30 F. ; É.-U., 22¢ ; Yémen, 30 L.

Tarif des abonnements page 10
S. RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 09
Tél. Paris n° 550572
C.C.P. 4207 - 21 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

La France et les crises asiatiques

M. Régis Debray, chargé de mission auprès de M. Mitterrand, séjourne au Vietnam avant-dernière étape d'une tournée dans sept pays d'Asie du Sud et du Sud-Est. Cette visite indique l'intérêt que porte toujours la France à cette partie du monde.

Mais le voyage de M. Debray, dont la réputation a quelque peu fait frissonner les très anti-communistes pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est) et soulevé quelque espoir à Hanoï, est avant tout un voyage d'études. Jusqu'à présent, M. Debray s'est borné à faire remarquer que la France était « à la disposition de toutes les parties engagées dans la délicate situation » cambodgienne, et à annoncer une augmentation de 50 % du nombre des réfugiés vietnamiens accueillis en France.

On peut penser que M. Debray ramènera de son voyage des éléments permettant de définir une nouvelle politique asiatique française, qui avait si cruellement fait défaut au cours du précédent septennat. Jusqu'à présent, en dépit de l'annonce en décembre de la signature d'un protocole financier portant sur 250 millions de francs et d'une convention consulaire franco-vietnamienne, Paris semble toujours à la recherche d'une politique envers l'Asie du Sud-Est. Le Quai d'Orsay avait d'ailleurs rappelé aux pays de l'ASEAN, inquiets, que la négociation de ces accords avait été entamée par le président de M. Chirac.

Pour le moment, le gouvernement socialiste s'est borné à des déclarations de principe, comme celle de M. Chirac, qui, en juillet, estimait « intolérable » la présence des troupes soviétiques en Afghanistan et « inacceptable » celle des forces vietnamiennes au Cambodge. Le ministre des relations extérieures a aussi estimé que la France devrait être plus utile dans la recherche d'une solution politique à la crise cambodgienne en restant en dehors du comité permanent créé par la conférence internationale de New-York sur le Cambodge qu'en y participant.

L'arrivée au pouvoir à Paris d'une coalition socialiste-communiste n'a pas entraîné, comme le souhaitait le P.C.F. et comme l'espérait Hanoï, un renversement des options françaises dans la région. La méfiance de M. Mitterrand envers le Kremlin s'applique sans doute aussi à son protégé vietnamien, dont la stratégie indochinoise ne cadre guère avec le respect des droits de l'homme et de l'indépendance nationale auxquels Paris est attaché. Mais, à l'inverse, la France ne semble pas non plus avoir l'intention de se laisser enfermer dans la politique de guerre froide prônée en Asie du Sud-Est par Washington et Pékin.

Nul doute que M. Debray parlera de l'Indochine lors de sa prochaine escale à New-Delhi, interlocuteur privilégié de la France dans les relations Nord-Sud. Mais les conversations porteront surtout sur l'Afghanistan, à propos duquel la position de Paris est plus ferme que celle d'une Inde liée à Moscou par un traité d'amitié. Au cours de son escale au Pakistan au début du mois, le conseiller de M. Mitterrand avait assuré les réfugiés afghans de la « solidarité de la France, qui n'est pas prête à oublier la violation fondamentale du droit des peuples à constituer l'intervention soviétique » dans leur pays. Si nouvelle politique et nouvelles initiatives de la France dans la région il y a, on peut penser qu'elles s'inscriront dans le cadre des grandes options définies par M. Mitterrand, tant en ce qui concerne les relations Est-Ouest que celles envers le tiers-monde.

Les États-Unis redoutent une extension des conflits en Amérique centrale

Les États-Unis, déjà préoccupés par la guerre civile au Salvador et la montée de la violence au Guatemala, redoutent une extension des conflits dans toute la région alors que la contestation de leur engagement militaire prend de l'ampleur dans l'opinion américaine.

Le Mexique, de son côté, envisage la création d'une force armée spéciale pour la défense de sa frontière méridionale et de ses champs de pétrole. La Colombie, qui critique violemment les ventes d'armes françaises au Nicaragua, s'estime déjà impliquée dans le conflit centro-américain. Le président colombien Turbay a de nouveau offert une amnistie conditionnelle aux mouvements de guérilla, vendredi 19 février, alors qu'une vague d'attentats terroristes secouait Bogotá.

La question de la participation de l'Argentine à la lutte anti-guérilla au Salvador et au Guatemala est, d'autre part, publiquement posée avec l'annonce de la visite à Buenos-Aires du commandant en chef de l'armée salvadorienne.

Au Salvador, la junte a dénoncé, vendredi, un « plan de sabotage » des élections du 28 mars, et à Managua le gouvernement sandiniste se déclare prêt à coopérer avec les États-Unis pour mettre fin au trafic d'armes vers le Salvador.

La Colombie s'estime menacée

Les engagements du gouvernement français en Amérique centrale suscitent un cours de froid entre Paris et Bogotá. Les dirigeants colombiens estiment que leur pays est directement menacé par l'aggravation de la tension dans une Amérique centrale qui est à leurs portes. Les initiatives françaises — déclaration conjointe avec le Mexique sur la représentation des intérêts américains, ventes d'armes au Nicaragua sandiniste — sont donc jugées « dangereuses » et de nature à renforcer l'insécurité de la région.

La déclaration franco-mexicaine, 1981 avait déjà été particulièrement mal accueillie en Colombie, où les activités de guérilla, après une période de calme, ont recommencé depuis un bon quart de siècle. Les dirigeants colombiens dans leur déclaration conjointe ont une certaine méfiance à l'égard de la position politique en faveur d'un mouvement insurrectionnel armé d'Amérique latine apparaît, vis de Bogotá, comme un événement.

(1) Le territoire départemental amazonien du Caquetá est une région de colonisation : 108 328 kilomètres carrés, et 350 000 habitants ; capitale : Florencia.

AU JOUR LE JOUR

DIPLOMATIE

L'Indiscret Washington Post a publié des propos tenus par le général Haig au cours de réunions au secrétariat d'État. Le chef de la diplomatie américaine ne méprise pas ses mots contre la « coquetterie » des Européens. Parlant de lord Carrington, son homologue britannique, il dénonce « la duplicité de ce salaud ».

On peut, bien sûr, s'indigner de cette bordée d'injures qui porte un coup à la solidarité atlantique. Mais il vaut mieux se féliciter de ces résolutions. Elles promettent qu'il arrive aux diplomates de dire ce qu'ils pensent.

BRUNO FRAPPAT.

La réforme de l'ENA DES INSTITUTS D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES POUR DÉMOCRATISER ET DÉCENTRALISER LE RECRUTEMENT DES HAUTS FONCTIONNAIRES

(Lire page 7 l'article d'ANDRÉ PASSERON.)

Les propriétaires de la vérité

par ANDRÉ FONTAINE

Avec la déchristianisation, c'est bien connu, on a perdu le sens de la faute. Du moins de sa faute à soi. Quand les choses ne tournent pas comme on l'aurait voulu, c'est toujours la faute aux autres. Les bons : émissaires se portent bien. De nos jours, notamment en politique, tout un chacun est infallible. Au moins en ce qui concerne le présent et l'avenir, car pour ce qui est du passé, on veut bien confesser quelques erreurs. Mais le système fait de la reconnaissance a posteriori des fautes, comme le font remarquer avec pertinence Michel Heller et Alexandre Nekrich dans leur *Utopie au pouvoir* (1).

La palme, en cette période de l'histoire, revient aux communistes. A ceux de l'Est comme à ceux qui président aux destinées du P.C.F. Si la Pologne est dans le malheur, c'est du fait de Solidarité, de la C.I.A., de la presse bourgeoise et, à la limite,

des fautes de M. Gierak ; non, certes, de l'attentat du Kremlin et de ceux qui le servent à vouloir imposer à une nation de trente-cinq millions d'habitants un régime auquel elle n'a cessé depuis un quart de siècle de manifester son allégresse. Si les pays du pacte de Varsovie ne parviennent pas à nourrir convenablement leurs populations, ce n'est pas parce que le système n'est pas bon, ou parce qu'ils ont englouti dans les armements une proportion aberrante de leurs ressources, c'est parce que l'Occident, non content de renflouer leur économie par ses crédits et de leur vendre les céréales, et la technologie qui leur font défaut, a l'incroyable audace de s'armer lui aussi. Si le parti communiste français ne cesse de perdre du terrain, ce n'est pas parce qu'il a suivi, depuis 1977, une ligne zigzagante ou parce qu'il manifeste à l'égard de l'U.R.S.S., depuis l'Afghanistan, une compréhension que la plupart des Français jugent abusive, c'est la faute aux médias qui se permettent de le critiquer.

Ce comportement, dans le cas des communistes, s'explique aisément : convaincus de détenir la vérité avec un grand V, ils ne se laissent pas embarrasser par les vérités à minuscules de Marx et de Lénine, dont on ne jurerait pas pourtant qu'ils constituent la lecture quotidienne de MM. Brejnev et Honecker. Ils ont même quelques idées simples, pour ne pas dire simplistes, sur le sens de l'histoire et la propriété des moyens de production et d'échange. Tout le reste étant littérature, ils interprètent chaque événement, chaque comportement, à la lumière de ces critères. Et puis on leur a tellement répété que tout, chez l'ennemi de classe, était truqué qu'ils finissent par le mensonge derrière toute parole venue du camp d'en face.

A ce jeu, ils sont sûrs de la trouver, y compris quand il n'est pas là. C'est la sagesse, certes, qui pousse

à éviter de prendre des vessies pour des lanternes. Mais à vouloir trop prouver, on arrive parfois à prendre des lanternes pour des vessies. Aussi bien cette attitude ne date-t-elle pas d'hier. Heller et Nekrich, dans le livre déjà cité, montrent bien avec quelle brutalité les bolcheviks, dès les lendemains de la révolution d'Octobre, s'en sont pris à la réalité — c'est-à-dire à la résistance des hommes, vite assimilée au « sabotage » ou au « complot » — dès qu'elle faisait mine de s'écarter de leurs schémas.

(Lire la suite page 7.)

LE TRENT-DEUXIÈME FESTIVAL DE BERLIN

Le cinéma comme prétexte

Le trente-deuxième Festival de Berlin a été inauguré le 12 février avec le film d'Henri Verneuil « Mille milliards de dollars ». Outre des hommages à l'acteur américain James Stewart et au metteur en scène allemand Kurt (Curtis en Amérique) Bernhard, outre le Forum du jeune cinéma, le Festival présente en compétition une vingtaine de films inédits, dont deux de la République démocratique allemande.

A Berlin-Ouest, flot suspendu, l'iceberg à la dérive, lopin de terre, enjeu d'une absurde partie de cartes, sont venus de tous les coins du monde — Argentine, Australie, Brésil, République populaire de Chine, Indonésie, Sénégal, États-Unis — des hommes et des femmes, cinéastes, acteurs, producteurs, distributeurs, journalistes. Ils ont pris le cinéma, l'amour d'un art, ou celui d'une industrie, comme prétexte. Chagres momentanés, leur présence, ils le savent bien, a d'abord pour fonction de faire croire que l'Otto a des fondations, que l'iceberg est retenu par une ancre, que la terre a gardé ses racines. De grandes sommes d'argent alimentent la batterie qui fait tourner la ville, balayée la nuit par l'étoile blanche et bleue du sigle Mercedes, gyroscope intangible au sommet du plus haut building ; qui fait ouvrir le rideau sur l'écran, préfigure l'image.

M. PIERRE DESGRAUPES AU « GRAND JURY » R.T.L. « LE MONDE »

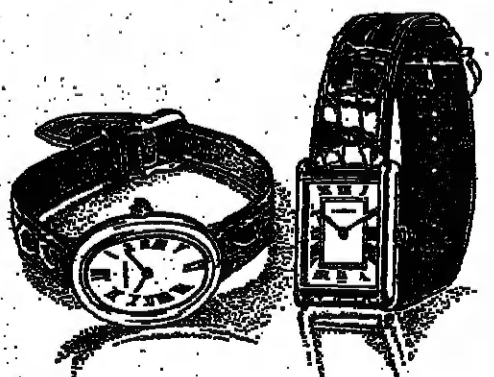
M. Pierre Desgraupes, président d'honneur du Grand Jury, sera dimanche 21 février l'hôte du « Grand Jury » de R.T.L. « Le Monde », émission diffusée de 18 h 15 à 19 h 30. M. Desgraupes répondra aux questions des journalistes de la station de radio et du quotidien.

HERVÉ GUIBERT.

(Lire la suite page 11.)

le mur de Cartier

Perfection technique, raffinement esthétique, garantie à vie.



COLLECTION Louis Cartier

(1) Michel Heller et Alexandre Nekrich, *Utopie au pouvoir*, éd. du Seuil, 1977, 208 pages (Calmann-Lévy), voir le compte rendu de Bernard Feron dans le Monde du 5 février.

EUROPE

Espagne

LE PROCÈS DES PUTSCHISTES DU 23 FÉVRIER 1981

Les accusés se rejettent mutuellement les responsabilités

Madrid. — Le procès des trente-trois putschistes du 23 février 1981 a commencé vendredi 19 février à Madrid avec d'exceptionnelles mesures de sécurité. Le siège du service cartographique de l'armée, à une dizaine de kilomètres de la capitale, où se déroulent les séances, a été transformé en un véritable camp retranché. Le président du conseil suprême de justice militaire, le lieutenant-général Luis Alvarez, a ouvert la séance : les dix-sept juges sont en uniforme tout comme les accusés qui arborent leurs médailles. Le seul civil impliqué, M. Juan García Carré, hospitalisé pour une affection cardiaque, n'est pas présent.

Le rapporteur, le lieutenant-général Valenciano, a d'abord rappelé les faits reprochés aux accusés, parmi lesquels figurent le lieutenant-général Milans del Bosch, qualifié de chef suprême de l'opération, qui a déclaré l'état d'urgence dans la région militaire de Valence qu'il commandait et déployé les chars dans les rues de la ville ; le général Armada, ancien précepteur du roi, qui aurait préparé toute l'opération avec Milans del Bosch et cherché à obtenir la formation d'un gouvernement présidé par lui-même ; et le lieutenant-colonel Tejero, qui a dirigé l'occupation du Congrès des députés avec quelques centaines de gardes civils.

Le rapporteur a précisé les points demandés par le procureur : trente ans de réclusion pour les trois principaux accusés de un à vingt ans de prison pour les autres. Les avocats de la défense, eux, demandent tous l'absolution pure et simple. Le procureur, le général José Manuel Clover, a demandé ensuite, ainsi que la loi l'y autorise, à lire les déclarations faites à l'instruction par les accusés et les principaux témoins.

La lecture des dépositions du lieutenant-général Milans del Bosch et du général Armada a

De notre correspondant

Bosch et du général Armada montre une contradiction totale entre les deux hommes (qui d'ailleurs refusent de se parler depuis le début, mais en contact permanent avec le second qui lui aurait garanti à tout moment que le roi était au courant de leur projet. Le lieutenant-général Milans del Bosch décrit dans le détail ses trois rencontres avec l'ancien précepteur du roi, d'accord avec lui pour « redresser la situation politique », une idée que, selon le général Armada, le monarque trouve « très positive ».

Armada, qui a d'abord reconnu, d'autre part, qu'il était au courant du projet d'occupation du Congrès, mais « pas dans les détails ». D'ailleurs, affirme-t-il, il y avait plutôt opposé : il fallait la retarder, chercher à parvenir au même résultat par une autre voie. Mais il n'était plus possible d'arrêter le lieutenant-colonel Tejero.

Le général Armada nie tout en bloc : il n'a jamais participé à la préparation de l'opération Tejero, qu'il affirme ne pas avoir rencontré avant le 23 février. Il n'a jamais parlé à personne, jusqu'à cette date, de la nécessité de former un gouvernement qu'il présiderait. Il n'a pas rapporté les propos du roi. Il reconnaît qu'il s'est bien réuni le 10 janvier avec le lieutenant-général Milans del Bosch, mais « rien n'a été dit qui puisse être en rapport avec une action violente ». D'ailleurs, précise-t-il, il a toujours été en faveur de solutions politiques. Il est bien allé au Congrès dans la nuit du 23 février pour proposer à Tejero une « issue constitutionnelle » à la crise, laquelle, il n'est guère précis, Un gouvernement sous sa direction ? Rien de

pourrait être proposé, se contentant de répondre, qui ne vint des députés eux-mêmes.

La lecture des déclarations des autres témoins et de leurs confrontations avec le général Armada, qui a occupé tout l'après-midi, a été révélatrice pour ce dernier. Il n'en est pas un qui ne décrive à profusion la participation au complot de l'ancien précepteur du roi. Le lieutenant-général Pedro Mesa, aide de camp de Milans del Bosch, décrit, par exemple, une réunion entre Armada et Tejero à laquelle il a lui-même participé. Le colonel Diego Iñiguez fait état de son rôle d'intermédiaire entre Milans del Bosch et Armada dans la préparation du complot. Le lieutenant-colonel Tejero décrit Armada comme « le chef de l'opération » et précise que c'est de lui qu'il a reçu l'ordre de réaliser le 23 février l'occupation du Congrès.

Le chef d'état-major de l'armée, le général Gabeira, et le secrétaire général de la maison royale, le général Sabino Fernandez, font tous deux état des déclarations d'Armada dans la nuit du 23 février, exagérant la gravité de la situation (il affirmait à tort que plusieurs régions militaires s'étaient soulevées) afin de faire apparaître sa solution comme l'unique issue possible.

Au soir du premier jour du procès, le scénario des accusations semble clair : tous invoqueront « l'obéissance à leurs supérieurs » pour justifier leur participation à une opération qui, général Armada l'avait certifié, comptait avec l'aval du roi. Il est peu probable, cependant, que le spectacle de ces officiers refusant d'endosser la responsabilité d'une rébellion militaire à laquelle ils ont tous participé et se renvoyant mutuellement la balle contribue à relever leur prestige au sein de l'opinion.

THIERRY MALINIAK.

U.R.S.S.

LE CINÉASTE SERGE PARADJANOV A ÉTÉ DE NOUVEAU ARRÊTÉ

Le cinéaste Serge Paradjanov a été arrêté à Yalta, au début de la semaine dernière, par des agents de la sécurité. On lui reprocherait d'être « un agent des services secrets » et d'avoir reçu chez lui des gens qu'il n'aurait pas dû recevoir, ajoute-t-on sans pouvoir donner d'autres précisions.

Depuis 1978, il vit dans la capitale géorgienne sans pouvoir exercer son métier depuis qu'il a purgé cinq ans de prison pour divers méfaits imaginaires tels que « incitation au suicide », « vol de tableaux » et « trafic de drogues » assortis du « délit d'homosexualité » punissable en U.R.S.S. (Pourquoi s'acharne-t-on sur l'auteur des Chéris de feu et de Sapag-Nosa (Conteur de la grande) ? Est-ce parce que ce dernier film, sorti depuis le 27 janvier sur les écrans parisiens, a suscité l'indignation des autorités soviétiques (qui en interdisent la projection en U.R.S.S.), remporte un grand succès ?)

● Arrivé à Paris de la famille Torrent. L'astronome soviétique Mme Inna Lavrova, qui avait fait la grève de la faim pour obtenir le droit d'épouser un ingénieur français, M. Guy Torrent, est arrivée à Paris le vendredi 19 février avec ses filles Macha et Katia. Son mari est arrivé par un autre vol intérieur, les autorités de l'aéroport s'étant livrées à des tracasseries pour lui faire manquer le premier avion. Une autre Soviétique, Mme Olga Bondion, jeune couturière qui avait épousé en 1978 un tapissier français, est arrivée au même temps que Mme Torrent. Mme Bondion avait été condamnée en 1979 à quatre ans de camp de travail.

● L'accident du métro de Moscou a fait trente morts, affirme dans le journal ouest-allemand Bildzeitung, le journaliste soviétique Victor Louiss, connu pour ses attaques avec, pour le Monde du 20 juin.

Pologne

Les autorités lancent une nouvelle mise en garde à l'opposition


Le gouvernement polonais a lancé une nouvelle mise en garde à l'opposition. Son porte-parole, M. Urban, a accusé dans Zycie Warszawy : « ce qui nous divise » d'appeler ouvertement à des « sérieux affrontements armés » avec le slogan « L'hiver est à vous, mais le printemps nous appartient ! ».

« C'est le cri de guerre de ceux qui sont prêts à assassiner la Pologne, donnant ainsi aux États-Unis un prétexte pour s'embarquer dans une épreuve de force à l'échelle mondiale. L'insurrection de l'état de guerre a permis de mettre le diable en bouteille. En l'ouvrant, on permettrait au diable de s'échapper, tout simplement incapable de travailler pour voyager à l'ouest et elle y est invitée par sa famille ou par un ami », a affirmé le responsable de la délivrance des passeports au ministère de l'intérieur.

De même, les personnes désireuses de rendre visite à un membre de leur famille travaillant de manière officielle à l'étranger pourront le faire, à condition qu'un tel voyage soit envisagé dans le contrat signé par l'employeur.

D'autre part, les touristes venant d'un pays capitaliste pourront partir pour la Pologne « en groupe organisé par une agence de voyage polonaise ». La préférence sera cepen-

CA FAIT 40 FOIS QU'ON ME DEMANDE MES PAPIERS AUJOURD'HUI !!!



(Dessin de PLANTU.)

mais en l'y laissant prisonnier, on risque l'explosion : tel est le dilemme de la politique intérieure polonaise », a ajouté M. Urban.

« Si le slogan le printemps sera à nous est appliqué de quelque façon que ce soit, la situation devra être analysée plus profondément et plus fermement. Si le désordre et les conflits intérieurs apparaissent en Pologne, la ligne politique sera déterminée en conséquence », a-t-il dit.

D'autre part, affirmant qu'il ne s'agissait pas d'une campagne contre l'Eglise, M. Urban a annoncé que les journaux occidentaux qui publient catholiques de la région de Kosciaz (le nord du pays) étant jugé pour insulte envers l'Eglise et le général Jaruzelski.

● Pour l'hôpital d'enfants de Varsovie. — L'association l'APPEL, strictement apolitique, fondée en 1981 dans le but d'aider les enfants victimes de guerres, et qui a agi avec succès en Amérique latine, en Afrique, etc., recherche des fonds pour aider l'hôpital d'enfants de Varsovie. Cet hôpital (quatre cents lits) manque en particulier de médicaments rares et de matériel médical. Dans ce matériel seront livrés directement, sans intermédiaire civil ni militaire.

(*) L'APPEL, 88 rue de Flandre, 93183 Paris, tél. (1) 282-71-78. Président : Pierre Bonard, directeur général honoraire de l'éducation. G.O.P. 12710-97 P. Paris.

AFRIQUE

Tunisie

LA FIN DE LA VISITE DE M. MAUROY La France participera pour 30 % à la Banque d'investissement commune aux deux pays et au Qatar

Tunis. — « Cette rencontre a été utile pour créer un climat (...) et donner un nouveau sens à la coopération franco-tunisienne (...). L'esprit de Cancun doit présider à ce que nous allons faire ensemble. Nous sommes décidés à nous battre sur un même front pour un nouvel ordre international ». C'est en ces termes que M. Mauroy a résumé le bilan de sa visite officielle à Tunis, qui se termine ce samedi 20 février.

Cette coopération, que le premier ministre français souhaite « exemplaire et protégée », a trouvé sa illustration dans la décision « politique » qu'il a prise de confirmer la participation à la Banque d'investissement tuniso-qataro-française, sans poser le problème du déblocage des avoirs français retenus en Tunisie. La France participera donc pour 30 % (dont 25 % seraient assurés par le Crédit agricole) aux 100 millions de dollars du capital de cette institution, dont la création sera consacrée en mars à Qatar.

De nos envoyés spéciaux

Quant aux quelque 200 millions de francs d'avoirs retenus depuis l'indépendance, le calendrier de leur déblocage sera l'objet d'une nouvelle négociation entre les deux pays.

M. Mauroy a insisté sur la volonté de la France des privilégier toutes les actions de développement « enracinées dans le cadre d'un accord politique ». Il a souligné que cette coopération n'est pas une simple transaction commerciale, mais qu'elle doit être en rapport avec une action politique. D'ailleurs, précise-t-il, il a toujours été en faveur de solutions politiques.

Il est bien allé au Congrès dans la nuit du 23 février pour proposer à Tejero une « issue constitutionnelle » à la crise, laquelle, il n'est guère précis, Un gouvernement sous sa direction ? Rien de

traite thermique de 300 mégawatts d'un coût de 900 millions de francs, financé à 50 % par des crédits publics et le reste par des crédits privés garantis.

Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue vendredi, à la fin des entretiens, M. Mauroy a indiqué que cette coopération renouvellée « prendra en compte également les problèmes culturels et humains. Si l'examen du financement de la création d'un deuxième chaîne de télévision de télévision à vocation francophone a été renvoyé devant la grande commission mixte prévue pour la mi-mars à Paris en revanche un accord a été déposé pour l'ouverture d'un centre culturel français dans la capitale.

Sur le plan humain, le premier que la France accepte d'ouvrir en Tunisie — sera installé d'ici à 1985 à l'entrée de la médina, dans un vieux palais dénommé le « palais des Français », qui fut le premier bâtiment public de la France dans ce pays au dix-septième siècle.

Des journalistes tunisiens, des facilitateurs tunisiens, des facilitateurs tunisiens, ont permis de régulariser leur situation en France et aux Principales venues au divorce de travail et de séjour pour continuer à vivre en Tunisie près de leurs enfants.

Des journalistes tunisiens s'étant étonnés que M. Mauroy ait réaffirmé dans leur capitale l'amitié de la France pour Israël, le premier ministre a répondu : « Nous n'avons pas eu de difficulté à nous comprendre avec nos interlocuteurs tunisiens, à comprendre nos divergences, à les dépasser. L'essentiel, c'est qu'on puisse se dire la vérité. La franchise doit toujours prévaloir, ce que nous souhaitons, c'est la paix et que l'on avance dans cette voie ».

C'est ce que devait répéter le premier ministre à M. Cheddi Klibi, à l'issue de cet entretien, le secrétaire général de la Ligue arabe nous a déclaré avoir principallement évoqué avec son visiteur le voyage de M. Mitterrand en Israël.

« J'espère que le président français réussira à faire entendre raison aux dirigeants israéliens, qui continuent leur politique d'agression et d'expansion. S'il arrive à leur faire comprendre que leur intérêt s'accroît par le principe palestinien soit restauré dans ses droits à une patrie et à un Etat, ce sera une bonne chose », a ajouté M. Klibi.

PAUL BALTA et MICHEL DEURE.

Tchad

LA SEULE SOLUTION À LA CRISE EST MILITAIRE déclare un ministre de M. Goukouni Oueddei

« La seule solution à la crise tchadienne est militaire », a déclaré vendredi 19 février à Paris, le ministre tchadien des transports et des travaux publics, M. Fahe Balam, au cours d'une conférence de presse. Il a souligné la « coexistence » du Gouvernement d'union nationale (GUNT) et estimé que l'élimination de son principal rival, M. Hissène Habré, chef des Forces armées du Nord (FAN), était une condition préalable au rétablissement de la paix et de la démocratie. « Le gouvernement n'a pas l'intention de faire appel à des aides extérieures pour combattre les FAN », a dit M. Fahe Balam, pour qui le rapport de force doit être favorable aux troupes de M. Habré.

La situation sur le terrain a évolué depuis le 11 février en faveur des troupes gouvernementales. A-t-il ajouté, et les forces du GUNT ont repris Am Dam (proche de N'Djaména, à l'est du pays), Gor (Oueddei) et Kororoti (centre-nord du pays). Cette information a également été diffusée par la radio libyenne.

Le ministre a assuré « d'accorder aucun crédit » aux informations faisant état de la suspension des livraisons d'armes françaises à N'Djaména (le Monde du 19 février).

A propos du récent sommet de N'Albidi, M. Balam a accusé certaines « forces occultes » de l'O.U.A. et des « agents de l'impérialisme » d'avoir manipulé la réunion. Il a cité le Zaïre, « sous l'égide de l'O.U.A. », financièrement et logistiquement par les États-Unis, et le Togo, Tombouctou, « jusqu'à preuve du contraire nous faisons confiance à l'O.U.A., mais la force panafricaine doit être une force combattante ».

Le GUNT est prêt à organiser des élections, à l'indiqua le ministre, et à engager un processus démocratique au Tchad.

L'agence France-Presse signale de N'Djaména que le président Goukouni Oueddei doit entreprendre ce samedi une tournée à l'intérieur du pays, notamment à l'est où se déroulent des combats entre les forces gouvernementales et les FAN. Selon de bonnes sources dans la capitale tchadienne, plusieurs combattants des FAN se seraient ralliés aux combats, à Am Dam, aux forces gouvernementales.

Chypre

NICOSE ET ATHÈNES PRÉPARENT UNE INITIATIVE COMMUNE SUR LE STATUT DE L'ÎLE

Athènes (A.F.P., Reuters). — M. Kyprianou, président chypriote, effectue depuis le 19 février, et jusqu'au 22, une visite à Athènes où il doit s'entretenir avec le premier ministre, M. Papandréou. Les deux hommes auraient l'intention de promouvoir, dans les plus brefs délais, une conférence internationale sur le statut de l'île dont toute la partie nord est occupée depuis 1974 par les troupes turques.

L'idée d'une conférence avait déjà été avancée à plusieurs reprises mais s'était heurtée aux réticences des pays occidentaux. Elle signifierait en effet que l'on entérine l'échec des pourparlers intercommunautaires qui continuent depuis 1978 entre les représentants des communautés chypriotes grecque et chypriote turque, sous l'égide de l'ONU.

Les observateurs à Athènes se demandent si la visite que M. Papandréou devait effectuer à Chypre du 27 février au 1^{er} mars ne va pas être renvoyée, bien qu'un porte-parole ait déclaré qu'aucune modification de calendrier n'était envisagée. La presse chypriote turque a estimé que cette visite risquait d'entraîner une réaction des dirigeants chypriotes turques, voire la proclamation d'un état d'indépendance dans le nord de l'île.

● M. Henri Benoit de Coignac, nouveau vizier français de la principauté d'Andorre, a prêté serment, jeudi 18 février, devant le gouvernement andorran et le Conseil général des Vallées. M. Benoit de Coignac (quarante-sept ans), précédemment premier conseiller près l'ambassade de France à Buenos-Aires, remplace M. René Lalouette, ancien vizier en Andorre.

Une « rencontre exceptionnelle » avec le président Bourguiba

De notre envoyé spécial

Tunis. — « J'ai été ému de ce qu'il m'a dit. Cette rencontre a été exceptionnelle, amicale, chaleureuse, émue », a confié aux journalistes M. Pierre Mauroy après l'entretien qu'il a eu vendredi avec le président Bourguiba. Le chef de l'Etat, qui a recouvert la santé, était, lui aussi, manifestement ému et heureux de cette rencontre, qui s'est déroulée dans un des salons du palais de Carthage, où il a remis au premier ministre le grand cordon de l'ordre de la République, la plus haute distinction tunisienne, près des deux tables sur lesquelles sont posés les portraits des dirigeants du monde entier qui lui ont rendu visite.

A la fin de l'entretien, il entraîne ses hôtes à travers les salons, commente les tableaux qui le représentent à différentes époques de sa lutte pour l'indépendance. Dans son bureau de style empire, une trentaine de photos représentent les dirigeants nationalistes tunisiens arrivés par les autorités françaises du protectorat, avec leur numéro de matricule. « J'ai été arrêté trois fois », confie-t-il. Il montre les chefs d'insurrection retenus contre lui, ses empreintes digitales, sa fiche anthropométrique.

A son tour, M. Mauroy évoque ce que M. Bourguiba a représenté pour le jeune socialiste qu'il était à cette époque. « Je tiens, dira-t-il ensuite au début de sa conférence de presse, à rendre hommage à ce combattant intègre de la cause tunisienne, qui a mené son combat sans concession, mais avec un esprit d'ouverture... » — P. B.

(1) Résident général de France dans les années 40 en Tunisie.

MUNICH
"VILLE d'OR"
de campagne et

مركز زفاف

MUNICH

La "ville d'or"

Bourg de campagne et métropole

DEPUIS que Berlin n'est plus qu'une île assiégée, excentrique, Munich se présente au monde comme la seule ville allemande digne de ce nom, la seule grande ville. Un million et demi d'habitants dont beaucoup sont étrangers, « zugewandene » comme disent les vrais Bavarois : Turcs, Yougoslaves... ou Allemands du Nord.

Sur les bords boisés de la verte Isar, cousine de notre Isère, s'élève comme elle, la capitale de la Bavière s'étendant d'un vaste plateau dans toutes les directions, jamais à court d'espace, au centre de l'immense haut plateau qui s'abaisse doucement du pied des Alpes jusqu'au Danube. Capitale, résidence princière depuis 1255, la ville a grandi avec le duché, puis l'archiduché de Bavière. Aux quartiers anciens, serrés autour des églises, des couvents et des palais, se sont ajoutés depuis le début du dix-neuvième siècle les villes neuves de la bourgeoisie et du prolétariat, et, plus loin, transformant les villages annexés, de grandes étendues

par JOSEPH ROVAN (*)

de villas, coquilles ou modestes, qui font bon ménage avec les prairies et les forêts.

De la place centrale, le Marienplatz, où s'élève l'hôtel de ville néogothique devenu depuis longtemps monument historique à son tour, l'agglomération munichoise mesure bien 50 kilomètres à l'entour jusqu'à Starnberg au sud où commence le grand lac, agité de même nom, le Starnbergersee, et jusqu'à la vieille cité épiscopale de Freising au nord, dont l'évêque, oncle de Frédéric Barberousse et un des plus grands historiens du Moyen Âge, était aussi abbé du monastère Cisterzien. Aujourd'hui, Freising abrite le fameux Institut de la bière, l'Institut universitaire de Waltherstein, école polytechnique de la biologie nationale, au sud, dans les eaux brusquement périlleuses du Starnbergersee, le roi Louis II est venu, un jour de 1886, chercher une mort libératrice.

Il est vrai qu'à un passé prestigieux sur tant de terrains répondent, au vingtième siècle, certaines heures particulièrement noires, qui illustrent bien, d'ailleurs, la complexité et les paradoxes d'une ville trop belle, trop riche, trop compositée pour n'être pas, à sa façon, territalement ambiguë. L'image de « la ville où Hitler prêchait le national-socialisme dans les brasseries » reste tenace, même si beaucoup d'hommes de gauche munichois ne furent pas les derniers à faire le coup de feu contre les chemises brunes.

Munich se réveille du cauchemar nazi au milieu des ruines. Détruite à près de 70 % pour le centre, à 40 % si l'on considère l'en-

semble de l'agglomération, la ville devait à la fois relever ses murs et retrouver le chemin, si brièvement entrevu avant 1933, de la liberté politique. Très logiquement, le balancier était revenu à gauche. Cette enclave sociale-démocrate dans une Bavière si massivement de droite (du moins selon les classifications françaises, car le phénomène Strauss va probablement au-delà) eut la chance d'avoir pour maire, pendant les années 60, M. Hans-Jochen Vogel, à qui l'on doit une bonne part de la rénovation de la ville, son métro, ses Jeux olympiques. Mais une série de crises internes et de profondes divisions ont fini par coûter la mairie au S.P.D., au profit de M. Kiesl et de ses amis chrétiens-sociaux.

C'est pourtant sous le règne — partagé il est vrai — des sociaux-démocrates que la capitale de la Bavière a su, physiquement et intellectuellement, redevenir une « ville d'or », restaurer, rebâtir selon les plans anciens, braver, retrouver son âme et son aspect (du moins dans le vieux centre) plutôt que de céder à la tentation, on à la commodité, de faire du passé table rase. — B. B.

Munich se réveille du cauchemar nazi au milieu des ruines. Détruite à près de 70 % pour le centre, à 40 % si l'on considère l'en-

La bière entre la tradition et l'industrie

POURQUOI Munich ? Dans un pays qui compte quelque mille quatre cents brasseries, dont neuf cent soixante pour la seule Bavière, la question peut sembler saugrenue. Pourtant, dans le monde entier, au fin fond de l'Amérique latine comme dans telle cité européenne productrice d'une grande bière rivale, certains amateurs tiennent à leur « munich », et la reconnaissance le plus souvent les yeux fermés. Et très peu de villes ont réussi à faire de leur nom celui d'une bière, surtout hors de France. On dit « la » munich comme un dit « le » cognac.

Si la préparation de breuvages plus ou moins alcooliques nés de la fermentation du grain se perd dans la nuit des temps — le code d'Hammourabi contient, assurent les brasseries avec fierté, l'une des premières « recettes » de bière —, peut-être de communautés humaines ont su organiser, protéger et codifier, dès le haut Moyen Âge, la production de la « carvoise », longtemps laissée à l'appréciation et à l'imagination de chacun. A Munich, on est formel : en 1158, à la fondation de la ville, les monastères produisaient déjà une bière assez voisine de celle qu'on y déguste aujourd'hui (rassurant du moins de la bière brune, nant à l'odeur de « invention relativement récente »).

Plusieurs facteurs, en réalité, ont permis à Munich d'être couronnée par toutes les villes qui prétendaient à la notoriété brassicole. L'abondance de l'orge en Bavière, tout d'abord : la bière est typiquement, à l'origine, une boisson de pays agricole dépourvu de vi-

gnes. La pureté et la profusion de l'eau descendue des montagnes, ensuite. Un sous-sol particulièrement apte, dit-on, à conserver la fraîcheur, également : même si cette fraîcheur devait être entretenue à l'aide de puits de glace laborieusement charroyés des hauteurs durant la saison chaude. Enfin, et peut-être surtout, le grand nombre de monastères installés dans cette ville à laquelle les moines (mönchen) allaient donner leur nom : ces sinistres coisidérations se seraient montrées fort inventives pour compenser les rigueurs du jeûne, et auraient ainsi mis au point une boisson nutritive qui, sans avoir toute la valeur calorifique du lait (également fort abondant dans l'alpage tout proche), était tout de même plus savoureuse à boire — et se conservait beaucoup mieux.

Les premiers documents dont on dispose à ce sujet datent du quatorzième siècle. Ils attestent que la fondation de plusieurs des six grandes brasseries qui se partagent aujourd'hui la production de « la » munich, à l'exclusion de toute autre, ne date pas d'aujourd'hui : Löwenbräu fut créée en 1386 et Spaten en 1397, par exemple. Mais tout le monde le sait à Munich, et dans le petit monde des inconditionnels de la bière : c'est en 1518 qu'a été promulgué le texte qui devait donner à la bière de la grande cité sa spécificité, la « Bayerisches Reinheitsgebot », la « loi de pureté bavaroise », qui demeure encore actuellement l'alpha et l'oméga de la fabrication de « la » munich.

L'orge, le houblon et l'électronique

Cette loi stipule qu'on ne peut utiliser aucun autre produit que l'orge, le houblon et l'eau. Auxquels s'ajoute naturellement la levure, pour la fermentation du mélange de malt (orge germée) et d'eau, mais cette substance, d'ailleurs des plus naturelles, ne reste pas dans la bière — sauf pour un cru très particulier — puisqu'elle est soigneusement filtrée et refiltrée entre la phase de fermentation proprement dite, hantée en base, et la mise en « cave de garde ».

La bière de Munich est donc un des très rares produits industriels de cette fin du vingtième siècle dont la composition demeure strictement définie par une règle édictée à la Renaissance, ne variât. Aucune pro-

duction de masse n'y a rien pu changer. Et, si l'électronique la plus sophistiquée régit sur les centrales de commandes des opérations de malage, chauffage, brassage, stockage, embouteillage, etc., ces techniques de pointe n'ont servi qu'à réduire les manutentions au strict minimum — ce qui a d'ailleurs imposé des compressions d'efforts et des reconversions parfois délicates dans un milieu professionnel particulièrement attaché aux traditions — et à mieux contrôler le « suivi » de la qualité du produit, mais jamais à tourner une loi hors de laquelle il n'est point de salut, c'est-à-dire d'appellation « munich ».

BERNARD BRIGOULEIX.
(Lire la suite page 6.)

Des films et des locomotives

Dans cette ville du cinéma et des locomotives (les studios de la Bavaria, à Giesing, comptent parmi les plus importants d'Europe, et l'usine du chevalier von Maffei, fils de pauvres immigrants italiens, a fabriqué les premières locomotives allemandes...), chaque par tend des pièges encoeurants. La guerre, qui tua sept mille Munichois et détruisit près de la moitié des édifices, n'a pas eu raison d'un enracinement dans le temps dont le double langage, pour la foule des touristes d'outre-Alpique et pour les initiés, se fait entendre de tous. Dans l'ensemble, les Munichois ont fort sagement restauré leurs ruines. (Ils auraient pu en sauver quelques-unes de plus, mais la romantisme historique n'avait pas bonne presse dans les premières années du « miracle économique »). Il suffit de comparer leur ville d'aujourd'hui à Francfort ou à Cologne, qui — quelques bâtiments isolés mis à part, figés dans un splendide isolement — ressemblent à des villes du Middle West américain.

Quand on regarde la cathédrale Notre-Dame, immense muraille gothique de briques rouges, droite et haute, on a peine à se rappeler les murs écroulés, écroulés à moitié, parmi les débris des colonnes, des autels et des toitures... Et cette grande église digne de ses cardinaux a été bâtie par des bourgeois riches et fervents pour leur servir d'église paroissiale. Du haut de l'avion qui s'apprête à atterrir après avoir longé depuis Bâle la chaîne des Alpes du Nord, brillante des mille feux de sa neige ensoleillée, à la cathédrale rose se choisie comme contrepoint, les mâts, légers, aériens, élancés, du Village olympique, où le ballon se sculpte comme du grès, grand complexe sportif à l'ombre de collines artificielles qui ont en fait l'annoncelement des débris de la guerre, le cimetière d'une moitié de ville.

Munich, ce fut d'abord le chef-lieu de la Vieille Bavière, du duché d'avant le XVIII^e siècle, entre la montagne et le Danube. Chef-lieu d'un duché de paysans, d'un pays rural, dont les autres villes, à part Landshut, n'étaient que de gros bourgs. Aujourd'hui encore, Munich, seule, au milieu des campagnes restées paysannes malgré la dissémination des ateliers, des usines et des résidences secondaires, possède le caractère urbain. Pour les gens des villages et des bourgs « Minka », Munich est leur chose à eux où ils vont faire leurs achats, régler les affaires officielles quand elles sont importantes ou complexes, fêter, s'amuser. Et les habitants de la ville ne se sentent pas vraiment séparés de la campagne et proche, si charmante, avec ses haigues, ses champs de ski, ses monastères baroques avec leurs tours à bulbe au pied desquelles, dans les jardins, sous les vieux marronniers, on boit la bière brassée par les moines. En Bavière aussi, toutes les grandes routes et toutes les lignes de chemin de fer s'éloignent vers Munich en dessinant une toile d'araignée, mais Munich

ne s'élève pas au centre d'un désert bavarois, ni la ville et la campagne se félicitent mutuellement.

Le statut de la petite résidence duciale et électoral, à la capitale d'un Etat moderne, Munich le fit à l'époque napoléonienne quand l'Électeur, devenu Roi par la grâce du Césaire s'annexa d'immenses territoires.

Cadet de petite maison (il faudra des morts en série pour lui ouvrir l'écusson au trône), Maximilien Joseph

(*) Professeur, docteur honoris causa de l'université de Munich.

« EUROSATELLITE » : UNE OPÉRATION FRANCO-ALLEMANDE

A la conquête du ciel... et du marché

C'EST en 1978 et 1979 qu'a été menée une première série de contacts entre les industriels et les responsables administratifs allemands et français pour préparer la mise en place d'un système de télévision directe par satellites. L'accord du 29 avril 1980, signé par MM. Volker Hauff, ministre allemand de la recherche et de la technologie, et André Girard, alors ministre de l'Industrie, prévoit la construction, dans l'immédiat, de deux satellites, très voisins qui tiennent compte des spécificités de chacun des deux réseaux, de télévision (le Monde du 30 avril 1980). La réalisation est confiée à un consortium industriel, « Eurosatellite », qui regroupe l'Adéopatlant et Thomson-CSF, du côté français,

Messerschmitt Bölkow-Blum et A.E.G.-Telefunken du côté allemand, et E.T.C.A. pour la Belgique. Quant aux pouvoirs publics — les clients du consortium — ils ont constitué un « groupe de projet » conjoint, ayant à sa tête un comité de direction franco-allemand de quatre membres.

Le lancement des satellites allemand et français par des fusées Ariane-2, depuis la base spatiale de Kourou, devait avoir lieu en octobre 1984 pour le premier et en février 1985 pour le second.

Les fréquences attribuées à la France et à l'Allemagne par l'Union internationale des télécommunications de Genève pourront permettre aux télévisions des deux pays d'utiliser au maximum les possibilités de ces

satellites. Non seulement pour assurer une « couverture » parfaite de leur propre territoire — la retransmission spatiale ignorant les « zones d'ombre » — mais aussi pour faire bénéficier leurs voisins des programmes français et allemands, sans interférer pour autant avec les émissions de ces autres pays. Ces satellites ont, en effet, pour vocation exclusive la diffusion d'images.

Une telle opération coûte cher : de l'ordre de 520 millions de deutschemarks pour les études et la réalisation, auxquels s'ajoutent le coût de construction des stations-sol, financées par les deux Etats, et celui du lancement — actuellement quelque 100 millions de marks pièce. — B. B.

SOGENAL

Société Générale Alsacienne de Banque

Seule banque française à Munich

Kardinal Faulhaberstrasse, 14 A - D 8000 MUNICHEN 2

Tél. 49-89/22.9446

présente dans sept pays européens:

FRANCE - REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

BELGIQUE - LUXEMBOURG - SUISSE - AUTRICHE - R.D.A. (Berlin)

SIEGE SOCIAL

8, rue du Dôme

67000 STRASBOURG

Tél. (88) 32.99.27

AGENCE A PARIS

2, rue Caumartin

75009 PARIS

Tél. (1) 742.74.72

Groupe SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Paris

Pour vos livres et disques français :



LE LIVRE FRANÇAIS
Französische Buchhandlung
Inh. Monique Krieger

Theresienstr. 48, 8000 München 2, Tel. (089) 28 35 56

L'AMBIVALENCE

Ou comment l'esprit français vient à une agence publicitaire allemande

Vous exportez en Allemagne. Vous souhaitez bénéficier — sur place — des services publicitaires complets que seule une agence internationale vraiment professionnelle peut vous offrir. Vous cherchez une agence en mesure de comprendre vos problèmes, tant sur le plan du langage que sur celui de l'esprit. Vous savez combien une réflexion publicitaire concernant un produit français à l'étranger soulève de questions épineuses. Seule une agence qui gère des budgets français et allemands peut mener à bien cette tâche.

Vous devez choisir un partenaire adéquat qui remplisse vos objectifs précis en adéquation parfaite avec vos produits français et votre cible étrangère.

Ce partenaire publicitaire existe. Solidement implanté en Allemagne, il est issu d'une grande agence française : EFFI-INTERNATIONAL.

L.S. & Co est une agence d'expérience allemande en pleine expansion, ses sociétaires sont allemands et français.

C'est dire que L.S. & Co est parfaitement habilitée à répondre à tous vos problèmes de communication en Allemagne.

Sans frontière linguistique.

Avec une ouverture d'esprit internationale.

Et des possibilités de contacts et de création dans les deux pays.

Pour fuser l'esprit français d'une agence publicitaire allemande, contactez :

À MUNICH
M. LEBNER
M. SCHUMACHER
L. S. WERRECENTUR GMBH
HEISEL, OBERSTR. 7
D. 8000 MUNICHEN 40
Tél. : 33-50-28
Téléc. : 536544

À PARIS
M. Michel L'HOTTAULT
EFFI-INTERNATIONAL
6, rue Royale
75008 PARIS (France)
Tél. : 260-81-62
Téléc. : 210684

Bourg de campagne et métropole

(Suite de la page 5.)

C'est aujourd'hui, sous le règne non moins haut en couleur de Franz-Joseph Strauss, le seul land de la République fédérale à s'intituler «Erat» (Freistaat Bayern, Etat libre de Bavière, lit-on sur les poteaux-frontières). Et le gouvernement de

Munich est un vrai gouvernement, autoritaire et conservateur, mais aussi débouffant et populaire, et même pas dépourvu parfois de quelques pointes de libéralisme. Le Landtag qui siège à Munich dans un étrange château mi-néo-classique, mi-ré-tadorien, sur une avancée de la haute rive orientale de l'Isar, est

un vrai Parlement (avec deux cents députés) que les électeurs vont renouveler dans quelques mois. La dernière fois l'Union chrétienne sociale, le parti de M. Strauss, était tombé de 63 % à 58 % des voix. Sa majorité ne paraît guère menacée.

La ville, elle, possède une solide tradition social-démocrate. Les ouvriers de Maffei et de B.M.W., les employés et les petits fonctionnaires dominaient en masse leurs voix à une «social-démocratie royale» qui votait le budget depuis le début du siècle et avait lancé la première, au sein du parti de Babel et de Liebknecht, la bannière du réformisme. Il aura fallu dix ans de furieux combats fratricides, déclenchés par une tenace minorité gauchisante, pour faire perdre aux sociaux-démocrates une de leurs plus anciennes citadelles. Les étudiants et les jeunes universitaires, les journalistes, les professeurs de collège, ont pu conquérir la majorité dans le parti, mais ils lui ont fait perdre celle des électeurs. C'est là une conséquence indirecte du rôle de capitale culturelle que Munich joue de plus en plus dans une République fédé-

rale, dont on disait naguère que la seule capitale était la Bundesbahn (la S.N.C.F. allemande).

Tout en conservant des pages «locales» très baroques, la *Süddeutsche Zeitung* est un des trois quotidiens qui possèdent en Allemagne une audience nationale, et — de loin — le plus libéral, le plus «à gauche». Les théâtres de Munich dominent la scène allemande. La radio-télévision bavaroise est la deuxième en importance des grands complexes de services publics créés dans le domaine des médias depuis la guerre (après le W.D.R. de Cologne). Conservateurs et libéraux, adversaires et amis du parti dominant et du chef du gouvernement lui conservent, au prix de luttes parfois âpres, une indépendance et une qualité culturelle fort enviables. La radio, la télévision, le cinéma, une pléiade de grandes maisons d'édition, attirant à Munich un peuple nombreux d'hommes de plume qui, s'ajoutant aux peintres et aux musiciens, se partagent avec les étudiants les cafés, bistrot, estaminets de l'ancien quartier des artistes, de Schwabing.

Xénophobe et tolérante

Munich est curieusement à la fois xénophobe et tolérante, bourg de campagne et métropole de rang mondial. Les succédanés espaces de l'urbanisme royal, qui traça, au début du dix-neuvième siècle, les grandes avenues, les quartiers neufs, les places, les parcs de culture, musées, universités, académies, mêlant les reminiscences historiques dans des styles si éclectiques que l'ensemble finit par être puissamment original, ont donné à la capitale un air de générosité qu'elle a su conserver. On le retrouve dans la réussite, tantôt massive, tantôt délicate, du grand musée du dix-neuvième siècle, la Pinakothek nouvelle, ouverte en 1981, qui n'a pas craint de retourner aux méthodes nobles, au marbre surtout, ni de perdre de l'espace pour rendre l'espace habitable.

Cette double dimension du local et de l'universel se retrouve dans la fameuse fête de la bière ou Fête d'Oktoberfest, dont on ne peut pas pas parler quand il s'agit de Munich. Grande célébration folklorique et folklorique où se donnent libre cours l'exubérance bavaroise, démocratique, gaillarde, exaltée, aimant

l'exploit et la bagarre mais avec un je-ne-sais-quoi d'ironique et de léger, la Fête d'Oktoberfest réunit aujourd'hui autant d'étrangers que de Bavarois; dans un certain sens elle fait partie maintenant du folklore américain. Immense Foire du Trône, elle se mécanise, s'industrialise, s'électrifie, sans cesser d'être elle-même, dans l'air léger et frais que les Alpes autunnales envoient à la grande ville. Un lieu sacré passe des tentes géantes où, le long des tables de bois, se battent les records de consommation de bière et de jarret de veau à la petite église des frères Asam où, dans l'abondance délicate du décor rococo, se célèbre sans cesse en silence l'effusion du Saint-Esprit. Les frères Asam, les peintres et les sculpteurs, appartenant au même peuple paysan que les robustes buveurs dans leur «Tracht», leur costume national qu'ils continuent à porter spontanément, à ce peuple paysan même s'il est devenu ouvrier ou employé) qui continue à se sentir chez lui dans la grande ville, qui est «sa» ville.

JOSEPH ROYAN.

La bière entre la tradition et l'industrie

(Suite de la page 5.)

Lorsque, voilà quelques années, Löwenbräu demanda imprudemment à pouvoir ajouter un conservateur à ses bières exportées vers l'Amérique, ce fut un beau tollé! Autant dispenser le pape de croire en Dieu. Après une violente campagne, d'allures assez injustes, la grande firme dut s'incliner et renoncer à sa demande de dérogation, fut-elle au bénéfice de certains gosses du Massachusetts ou du Minnesota, pourtant endurcis par «ces bières qu'ils vous fabriquent en quarante-huit heures». De l'eau, de l'orge, du houblon, et neuf bons mois de maturation, du début de la chaîne de maillage de six jours à la «sortie usine» du fût prêt à être tiré, «assez jussé-oui» contrairement aux usages parisiens; il n'y a pas à sortir de là.

La consommation locale, si est vraie, constitue à elle seule un fabuleux débouché, et l'on ose dire : la Bavière est, avec 240 litres par personne et par an (enfants, vieillards et «biérophobes» compris), la détentrice du record du monde. La moyenne allemande est de 145 litres, ce qui n'est déjà pas si mal comparativement aux 45 litres bus en France, où pourtant la consommation de bière remonte. Rapportée à ces chiffres, la production de Munich prend des proportions finalement assez modestes. Quatre grandes brasseries dépassent le million d'hectolitres : Paulaner (1,3), Löwenbräu (1,2), Spaten (1,1) et Acher-Fachner (un petit peu plus d'un million). Deux autres s'y ajoutent : Augustiner avec 250 000 hectos par an, et la glorieuse Hofbräu — l'ancienne «Brasserie de la cour» — avec 200 000 hectos environ.

Les Munichois s'irritent souvent de voir leur ville assimillée à une vaste brasserie. L'image de l'Oktoberfest, dite Fête de la bière, est ambiguë : grande réjouissance populaire qui draine des millions de visiteurs chaque année, éponges toujours renouvelées d'une population avec la chère bière mousseuse à laquelle, de gré ou de force, elle

s'est trouvée assimilée jusqu'au cloché; pour beaucoup d'étrangers, surtout s'ils n'y sont jamais allés, grande beuverie où, sous treize chapiteaux géants, on célèbre conjointement la culte de la grosse camaraderie et celui d'un Bacchus à la mode teutonne. Mais, pour les habitants de cette ville, celle-ci est bien autre chose qu'une sorte de capitale mondiale de la bière (rang que lui raviraient d'ailleurs, s'il fallait dresser ce genre de palmarès, Milwaukee, numéro un absolu, et Dortmund).

Les gros brasseurs sont-ils à cette ville ce que sont, ailleurs, la famille Michelin à Clermont-Ferrand ou Chandon-Moët à Reims? Oui et non. Franchement, ils se sont toujours interdits de jouer clairement tel parti politique contre tel autre. La tentation leur en était d'ailleurs d'autant mieux épargnée que, jusqu'en 1973, c'était la gauche qui était majoritaire à la municipalité, dont ils avaient besoin — et réciproquement. La coopération avec le pouvoir local est cordiale, mais elle l'a toujours été. Le moyen de faire autrement? Lorsque la mairie demande au groupement des brasseurs de prêter la main à une opération de prestige à l'étranger, notamment à l'occasion des cérémonies de jumelage de Munich avec Bordeaux, c'est de bonne grâce que cette requête est acceptée, à charge de revanche. Les six brasseries, en nombre de voix, ne pèsent pas très lourd; mais elles sont collectivement le plus gros propriétaire foncier de la ville (Spaten, à elle seule, talonne à cet égard la ville elle-même).

On traite de puissance à puissance, ce qui n'exclut pas l'antipathie. Laquelle, on le sait, n'est pas affaire d'étiquette. En tout cas en Bavière, lorsque ces robustes servantes apportent sur la table, par brassées de dix, les chopes d'un litre dont la lente dégustation accompagne tout aussi bien une discussion sur les prochaines élections, une controverse sur le prix de l'orge ou un débat sur la dernière représentation de l'Opéra. Avec ces buveurs de Munich, allez savoir!

BERNARD BRIGOLEUX.

SPATEN — LA MUNICH DES MUNICHOIS

Photo ci-dessous: Le Premier Bourgmestre de Munich, Monsieur Kist, met en perce, dans la tente SPATEN, le premier fût de l'Oktoberfest 1981

En effet, en 1867, événement considérable, l'Oktoberfest a eu sa première grande tente: celle de SPATEN. Et depuis cette date, chaque année, c'est dans la tente SPATEN, en mettant lui-même en perce le premier fût de SPATEN, que le Premier Bourgmestre, entouré de tout Munich, inaugure l'Oktoberfest. La Bière SPATEN dont l'origine à Munich, capitale de la bière, remonte à 1397, est brassée depuis 1516 selon la célèbre «Loi de Pureté» bavaroise et se vend actuellement dans de nombreux pays du monde entier. Ainsi, Dieu merci, vous la trouverez aussi partout en France.



SPATEN

سكندر زكي

Le Monde

Société

DANS UNE CITÉ D'H.L.M. D'AMIENS

Le P.C.F. contre les « loubards »

De notre correspondant

Amiens. — Une affaire qui met aux prises les communistes et des jeunes gens qu'ils dénoncent comme des « loubards » a éclaté dans une cité d'H.L.M. d'Amiens, le quartier du Pigeonnier. Cette querelle coïncide avec une campagne du P.C.F. contre l'Office de la construction dont dépend cette cité et dont le maire, qui est communiste, préconise la municipalisation.

Il y a quelques jours, deux personnes sont attaquées, vers 22 heures, par six jeunes gens. Un coup de couteau à l'épaule pour l'un, un coup de chaîne de vélo pour l'autre. Trois mineurs, âgés de quatorze à dix-sept ans, sont arrêtés. Trois jours plus tard, une voiture est incendiée. L'auteur est identifié. Il n'y a aucun rapport entre ces deux affaires, presque banales, hélas ! Mais ces deux faits divers ont été comme un révélateur.

Dans les immeubles-barres de la rue Couperin et de la rue Mozart notamment, lors de l'époque des années 60 où l'on était fier d'obtenir un logement en H.L.M. Dans l'entrée, les boîtes aux lettres sont cassées, les escaliers sont mal entretenus, les ascenseurs couverts de graffiti. Dans les appartements, c'est souvent la misère. Le soir après l'école, le mercredi, le samedi soir, le dimanche, les jeunes ne savent que faire. Ils courent dans les escaliers, les ascenseurs boivent des cannettes de bière, des gamins en rackettent d'autres. La peur s'est insinuée petit à petit.

Ce malaise réel a été l'occasion pour le parti communiste — qui prêche qu'il ne souhaite pas la création d'une milice — d'appeler « les loubards » à ne plus tolérer les exactions et la présence de quelques

porteurs qui empoisonnent l'existence de centaines de familles. C'est d'autant plus possible que ces perturbateurs, très minoritaires, sont bien connus de la population et de la police. Agissons ensemble pour mettre hors d'état de nuire les casseurs et les loubards », ajoute le P.C., qui souligne qu'une délégation s'est rendue à l'Office public de construction et d'aménagement (O.P.C.A.) d'Amiens.

L'O.P.C.A. est la bête noire du P.C. dans une ville où le maire est communiste. Deux jours avant les incidents qui ont eu lieu dans le quartier du Pigeonnier, le P.C. s'était livré, au cours d'une conférence de presse, à une attaque en règle de cet organisme, dont « les dirigeants, qui ont des salaires plus élevés que des ministres, traitent des quatre lers au moment où le gouvernement prend des mesures qui vont dans le bon sens ». Et le P.C. d'énumérer

des reproches : des menaces d'expulsion ou de saisie se multiplient dans le quartier, le loyer des sept mille logements a augmenté juste avant la décision du gouvernement de les bloquer, les petites réparations sont facturées fort cher (145,52 F pour une porte de boîte à lettres, par exemple), la répartition des habitants dans les immeubles accentue la ségrégation.

Pour le P.C., c'est le statut même de l'O.P.C.A. en France qu'il faut remettre en question. Ainsi, dans les conseils d'administration, les élus et les représentants des locataires ne font pas le poids devant les personnes désignées par le préfet. Le P.C. souhaite limiter la puissance de l'O.P.C.A., devenu selon lui un véritable « monstre » qui étend ses activités sur tout le département de la Somme. La solution qu'il préconise est la municipalisation de l'Office.

MICHEL CURIE.

JUSTICE

DEUX TERRORISTES ÉTRANGERS SONT ARRÊTÉS À PARIS

Deux ressortissants étrangers, arrêtés de manière fortuite mardi 16 février, à Paris, ont finalement été identifiés comme étant des terroristes. Il s'agit de Magdalena Kaspar, trente-quatre ans, Allemande de l'Ouest, recherchée dans son pays pour détention et transport d'armes, et de Bruno Breguet, trente et un ans, suisse, condamné en 1970, en Israël, à quinze ans de prison pour avoir introduit illégalement à Haïti des engins explosifs. Sa peine avait finalement été réduite à sept ans d'emprisonnement.

Au moment de leur arrestation, les deux terroristes détenaient 5 kilos d'explosifs, deux grenades quadrilobes et un système de mise à feu, le tout rangé dans une mallette. Les deux terroristes, interpellés par des vigiles dans un parking souterrain, ont, dans un premier temps, résisté à l'entrée puis ont été arrêtés par la police alors qu'ils tentaient de tirer sur elle avec une arme heureusement surruse.

La police judiciaire précise cependant que l'explosif saisi est un plastique ordinaire qui n'a pas de point commun avec celui qui avait été utilisé lors de l'attentat devant la synagogue de la rue Copernic.

Bruno Breguet a été incriminé par M. Jean-Louis Debré, juge d'instruction, de tentative de meurtre, de rébellion de mort, d'infraction à la législation sur les armes et les explosifs et d'usage d'arme à feu.

Mlle Kaspar a été incriminée d'infraction à la législation sur les armes et les explosifs. Ils ont été écroués.

Le Mouvement de libération des femmes (politique et psychanalyse) appelle à une « grève générale » le 8 mars pour faire de cette journée une véritable « fête nationale des femmes ». Il rappelle que, le 3 décembre 1981, il avait demandé, dans une lettre au président de la République, que le 8 mars soit férié, chômé et payé pour toutes les femmes, de façon à reconnaître le triple travail accompli par celles-ci : le travail salarié, domestique et la production d'enfants.

Trois attitudes, selon M. Antoine Lyon-Caen, professeur de droit à l'université Paris-X-Nanterre, coexistent chez les juges : la première, pratiquement la seule avant 1968, conduit à l'expulsion automatique des grévistes. Faute de statistiques exhaustives, il est impossible d'évaluer ce courant jurisprudentiel, en tout état de cause encore important. Toute autre est la voie choisie par les juges du Syndicat de la magistrature (S.M.), qui, dès 1972, affirmait : « Le juge a le devoir de reconnaître la licéité du prin-

Les occupations d'entreprises et le droit

L'occupation des entreprises par les grévistes est un simple corollaire du droit de grève inscrit dans la Constitution depuis 1946 ? Ou est-elle une atteinte au droit « inviolable et sacré » de la propriété, affirmé par la déclaration des droits de l'homme de 1789 et qui figure aussi dans la Constitution actuelle ?

La sauvegarde de l'ordre public et les hésitations des juges

Les employeurs sont doublement mis en cause dans leurs droits : par les refus d'un nombre croissant de juges de faire expulser systématiquement les grévistes ; par les hésitations des pouvoirs publics, qui ne sont jamais tenus, selon une jurisprudence constante du Conseil d'État, qui remonte à 1923, de prêter main-forte à l'exécution des décisions de justice.

Les risques éventuels de désordre personnel, le cas échéant, aux prétextes de ne pas en appeler à la force publique. Ce fut le cas à Isigny comme à Clichy après les ordonnances de référé rendues en faveur des employés. S'agit-il là d'un effet de la conjoncture politique favorable aux syndicats ? Faut-il en conclure qu'après les occupations de 1936 et de 1968, le nouveau septennat marque une étape décisive pour le droit des travailleurs à occuper leur entreprise ? Rien pour l'instant ne permet de l'affirmer.

Trois attitudes, selon M. Antoine Lyon-Caen, professeur de droit à l'université Paris-X-Nanterre, coexistent chez les juges : la première, pratiquement la seule avant 1968, conduit à l'expulsion automatique des grévistes. Faute de statistiques exhaustives, il est impossible d'évaluer ce courant jurisprudentiel, en tout état de cause encore important. Toute autre est la voie choisie par les juges du Syndicat de la magistrature (S.M.), qui, dès 1972, affirmait : « Le juge a le devoir de reconnaître la licéité du prin-

cipe de l'occupation... » Le droit de grève l'emporte toujours, selon le Syndicat, sur le droit de propriété. Mais la position hiérarchique des magistrats du S.M., souvent modeste, fait que cet apport a été plus doctrinal que jurisprudentiel.

Plus nombreux sont les juges qui, comme ceux des cours d'appel de Paris, de Douai et d'Orléans, adoptent une voie moyenne, favorable à la négociation. M. Roguissat fut le premier en 1974, alors qu'il était vice-président du tribunal de grande instance de Paris, à travers les contours de cette jurisprudence (Le Monde du 19 mars 1974) : un « observateur » est nommé, il réunit les parties et tente de renouer les fils distendus de la négociation. Un délai est généralement fixé aux grévistes pour quitter l'entreprise. Le juge apprécie les efforts accomplis de part et d'autre, et conserve la possibilité d'ordonner plus tard l'expulsion. L'occupation n'est tolérable que pour autant qu'elle facilite la négociation. Cette solution de médiation est la seule de cette nature dont disposent actuellement les magistrats.

Cette démarche est propre à séduire les juges. L'idée de propriété n'est plus absolue. D'autres aménagements y ont été apportés également par la Cour de cassation, même si pour celle-ci toute occupation demeure par nature illégale : les juges suprêmes ont admis la légalité de la grève sur le tas et des réunions syndicales pendant un arrêt de tra-

vail, autant d'occupations de fait. Il a reconnu aussi au juge de référer le droit de ne pas ordonner l'expulsion des grévistes en l'absence de toute urgence : ainsi pour une grève, très majoritaire, respectueuse de la sécurité, du matériel et des stocks. Les délais de jugement et les protocoles de fin de grève qui prévoient la cessation de toutes les poursuites expliquent néanmoins les interventions rares de la Cour de cassation en ces matières.

Ensemble

A cette évolution jurisprudentielle défavorable, les employeurs ont opposé de nouvelles formes d'action. Des poursuites pénales ont pu être engagées contre des délégués syndicaux sur la base notamment de l'atteinte à la liberté de travail, de plus en plus souvent invoquée. Des plaintes auprès des tribunaux ont pu être déposées par la voie de l'ordonnance sur requête : celle-ci, non contradictoire, laisse aux salariés la charge d'appeler, s'ils souhaitent un débat, au juge des référés. Un arrêt Perodo de 1977 de la Cour de cassation a pu encourager, un temps, cette volonté personnelle d'éviter le débat contradictoire. Depuis, la nécessité pour l'employeur, affirmée par la Cour, d'engager conjointement deux recours, l'un en référé et l'autre sur requête, explique que cette tentative de diversion ait fait long feu.

Enfin, les employeurs, depuis 1978, ont engagé plusieurs centaines d'actions en responsabilité contre les syndicats. La jurisprudence à cet égard est divisée, certains voyant dans les grévistes les responsables des agissements de tous les salariés, d'autres les déchargeant de cette responsabilité collective. La Cour de cassation, saisie de deux affaires de cet ordre, devrait trancher cette question en juin prochain.

La notion de droit de propriété est évolutive. A l'avenir, l'ajustement des possibilités d'occupation d'entreprises se heurtera surtout à la liberté du travail des non-grévistes : comment imaginer qu'un groupe minoritaire puisse en toute impunité empêcher la majorité des travailleurs de se rendre à leur travail ? Même le Syndicat de la magistrature exprime son embarras face à la difficile conciliation du droit à une grève avec occupation et du droit d'un non-gréviste au travail.

On pourrait, pour résoudre cette difficulté, dissocier dans l'occupation, le droit légitime à se réunir et à être ensemble et, d'autre part, l'appropriation légale par les grévistes de l'outil de production et du contrôle des aléas et revenus. Cette solution, préconisée par M. Jean-Pierre Dupeyron, directeur du département du droit de travail à l'université de Paris-II, permettrait, en effet, de faire évoluer utilement la jurisprudence. Au droit à négocier s'ajouterait alors un droit à être ensemble, ce qui serait-ce que pour voter démocratiquement, comme le demandent les employeurs, la poursuite ou la fin de la grève.

NICOLAS BEAU.

VIOLENTS INCIDENTS À PARIS À L'OCCASION DU CARNAVAL BRÉSILIEN

Cinq policiers ont été légèrement blessés et douze personnes ont été interpellées après les incidents survenus dans la nuit du vendredi 19 au samedi 20 février dans le quartier de la Bastille d'un carnaval brésilien qui a rassemblé deux mille cinq cents personnes.

De violents bagarres avaient éclaté vers 2 heures du matin entre ressortissants brésiliens et il a fallu près d'une heure aux policiers pour séparer les antagonistes. Deux d'entre eux ont été blessés et l'un des témoins a été admis à l'hôpital Beaujon. Au cours des empoignades, deux armes de service ont été dérobées aux policiers.

Les pharmaciens stéphanois assurent à nouveau les gardes de nuit depuis le 19 février. Ils avaient décliné, deux jours plus tôt, d'y renoncer à la suite de deux hold-up opérés le week-end dernier contre deux officines de la ville (Le Monde du 18 février). Les services de police se sont engagés à assurer une surveillance particulière des pharmacies de garde. Une démarche a été entreprise par l'intermédiaire du ministère de la santé pour demander au ministre de l'intérieur l'abrogation de la note du 15 janvier visant à suspendre les contrôles d'identité des clients des pharmacies après 22 heures. (Corresp.)

REPRISE 4000 F AU MOINS

Quel que soit l'état de votre voiture Citroën la reprend 4000 F sans discuter.

Pour tout achat d'une voiture neuve ou d'une voiture d'occasion (d'une valeur minimum de 20.000 F), Citroën vous reprend votre voiture au moins 4.000 F, sans discuter. Et beaucoup plus, naturellement, si son état le justifie.

Cette offre est valable exclusivement pour les particuliers. Dépêchez-vous ! C'est maintenant qu'il faut en profiter ! Du 19 au 23 février 1982 !

CITROËNA

CITROËN-ALFORT, 21, rue E.-Renault, Maisons-Alfort - Tél.: 893.26.00 - CITROËN-ANTONY, 129, av. Aristide-Briand - Tél.: 666.59.05 - CITROËN-AUNAY, Garage des Petits-Ponts - 153, rue de Mitry - Tél.: 383.70.81 - CITROËN-BANVILLE, 59, rue Pierre-Demours, Paris 17^e - Tél.: 766.01.02 - CITROËN-BESNARD, 59, avenue de Verdun, 94200 Ivry - Tél.: 670.15.96 - CITROËN-BESNARD, Place Youri Gagarine, 94290 Villeneuve-le-Roi - Tél.: 597.34.70 - CITROËN-BESNARD, 89, av. de Stalingrad R.N. 7, Villejuif - Tél.: 677.81.02 - CITROËN-BLANC-MESNIL, 205, av. P.-V.-Couturier - Tél.: 866.81.54 - CITROËN-BOIS-COLOMBES, 249, av. d'Argenteuil, 92270 Bois-Colombes - Tél.: 742.41.00 - CITROËN-BONDY, 137, avenue Gallieni, 93140 Bondy - Tél.: 847.21.34 - CITROËN-BOULOGNE, 84, boulevard de la République - Tél.: 609.93.75 - CITROËN-BUTTES-CHAUMONT, 13 à 17, rue Armand-Carré, Paris 19^e - Tél.: 200.11.55 - CITROËN-CHELLES, P.C.D.A. 59-61, av. du Mal-Foch - Tél.: 008.56.01 - CITROËN-CLAMART, 323, av. du Gal-de-Gaulle - Tél.: 630.45.90 - CITROËN-CONSTANTINOPLE, 25, rue de Constantinople, Paris 8^e - Tél.: 522.17.38 - CITROËN-DAUMESNIL, 180, avenue Daumesnil, 75012 Paris - Tél.: 345.01.20 - CITROËN-GOBELINS-ARAGO, 23, boulevard Arago, Paris 13^e - Tél.: 707.87.39 - CITROËN-LA COURNEUVE, Sodaco S.A. - 2, rue Renoir - Tél.: 836.80.93 - CITROËN-LEFFEVRE, 75, boulevard Lefebvre, Paris 15^e - Tél.: 838.95.79 - CITROËN-LE PERREUX, 122-131, av. P.-Brossollette - Tél.: 324.13.50 - CITROËN-LES-LILAS, 193-197, rue de Paris - Tél.: 362.88.88 - CITROËN-NATION, 42, cours de Vincennes, Paris 12^e - Tél.: 346.11.62 (face au Magasin "Printemps Nation") - CITROËN-NEUILLY, 124, avenue du Roule - Tél.: 747.11.22 - CITROËN-NEUILLY-PLAISANCE, P. Bugnot - 130, av. du Mal-Foch - Tél.: 300.96.60 - CITROËN-ORAN, 4, rue d'Oran Paris 18^e - Tél.: 255.90.14 - CITROËN-PANTIN, 70, av. du Gal-Leclerc - Tél.: 844.28.58 - CITROËN-PIQUET, 133-138, av. d'Italie, Paris 13^e - Tél.: 584.42.42 - CITROËN-RÉPUBLIQUE, 62, av. de la République, Paris 11^e - Tél.: 355.39.63 - CITROËN S.A. BRESSON AUTOMOBILES, 52, av. de Bourg-la-Reine, Bagneux - Tél.: 664.19.50 - CITROËN-VAL-CIRARD, 165, rue de Vauguard, Paris 15^e - Tél.: 734.23.00 - CITROËN-VERDIER-MONTROUGE, 107, av. Verdier - Tél.: 657.12.00 - CITROËN-VERDIER SUD-OUEST, 117, av. Aristide-Briand, Arcueil - Tél.: 665.52.70 - CITROËN-VICTOR-HUGO MOZART, 64, av. Victor-Hugo - 11 bis, rue de la Source, Paris 16^e - Tél.: 502.16.45 - 520.91.20 - CITROËN-VINCENNES, 120, av. de Paris - Tél.: 374.12.25 - CITROËN-20^e, 68, rue des Pyrénées, Paris 20^e - Tél.: 371.12.09.

5000 F

REPRISE EXCEPTIONNELLE

5000 F

MINIMUM

QUELS QUE SOIENT L'ÂGE, LE KILOMÈTRE, LA MARQUE DE VOTRE VOITURE.

PEUGEOT TALBOT

EDUCATION

Les enseignants du centre parisien de l'Alliance française ont fait grève

Voici l'envers du décor. La façade est respectable, de ces maisons répandues que l'on n'oserait contester : l'Alliance française, vieille dame née en 1883, reconnue d'utilité publique en 1906, association loi 1901 qui accueille aujourd'hui des élèves de tous âges et de toutes langues, et qui, par le monde, l'une de ces institutions culturelles qui font le rayonnement de nos bons auteurs. Or il faut s'y faire : la belle œuvre a ses petites taches.

C'est du moins ce qu'on veut signifier la majorité des cent cinquante-vingt enseignants du centre parisien de l'Alliance française, en grève vendredi 19 février. Une grève, le seul mouvement de ce genre en quatre-vingt-deux ans d'existence. Rassemblée dans la salle des professeurs, s'interrompant sans cesse tant ils ont à dire, arborant leur statut du tour sur des étiquettes d'écoliers collées à la robe ou au veston, ils accusent : « L'association Alliance française vit sur une exploitation absolument inique et immorale des professeurs de l'école de Paris. »

LA VIEILLE DAME INDIGNE

Leur émotion se résume en un chiffre : 3 166,08 F, le salaire mensuel de base. D'autres viennent en renfort : telle enseignante, « après trente-deux ans d'école », gagne un salaire brut de 4 795,78 F par mois ; telle autre, mariée, « après trente ans de maison », ne toucherait que 2 000 F mensuels, la direction refusant de cotiser à une caisse complémentaire. Leur première revendication est donc simple : « Un salaire décent ! » Il en est toutefois une autre, plus fondamentale : l'intégration à l'éducation nationale, avec la sécurité qui y est attachée.

Où passe l'argent ?

Car, au-delà, c'est le fonctionnement même de l'Alliance française qui est en cause. Celle-ci reçoit très peu de subventions extérieures : les dons privés représentent, en 1980, 0,83 % des recettes, et l'aide de l'Etat, 3,77 %, après avoir compté pour 43 % en 1948... Parcellaire qui fait du centre parisien le baillif de fonds de l'Alliance française de l'étranger : ainsi, les droits d'inscription versés à Paris chaque année par cent mille étudiants de cent trente-deux nationalités financent l'action culturelle française dans leur pays d'origine. Voyages, conférences, livres, des bibliothèques, disques et cassettes : autant d'initiatives qui, selon les enseignants parisiens, n'existent que grâce à leur travail.

Or ils se sont livrés à de cruels calculs : avec vingt élèves, payent chacun 480 F par mois pour vingt heures hebdomadaires, un professeur de Paris « rapporte » à l'Alliance 19 500 F.

pour les jeunes Français musulmans bacheliers du baccalauréat et ayant étudié l'arabe en première ou seconde langue au lycée. Cet institut sera installé au château des ducs de Joyeuse.

EDWY PLENEL.

LE MINISTRE VEUT FORMER RAPIDEMENT DES INGÉNIEURS EN MICRO-INFORMATIQUE

Pour répondre au programme ambitieux du gouvernement dans le domaine de la micro-informatique, le ministère de l'éducation nationale a décidé de mettre en place un plan d'urgence pour la formation de spécialistes. A l'annonce, vendredi 19 février, M. Bernard Deconnie, chef de la mission de la recherche au ministère de l'éducation nationale, a présenté le programme de développement de la formation (à la conception et à la technologie des circuits intégrés) à été mis en place conjointement par le ministère et l'Agence de l'Informatique.

Il s'agit, après une analyse des besoins des industriels utilisateurs de la micro-informatique, de former rapidement deux cents ingénieurs concepteurs et cent dans le domaine de la technologie. Pour assurer cette mission dans les délais les plus courts, le ministère de l'éducation nationale a créé trente-huit emplois (moitié enseignants et moitié ingénieurs) qui viendront renforcer les moyens déjà existants. A la fin de la formation participeront des écoles d'ingénieurs et des universités, qui utiliseront en commun des centres d'équipement de pointe et des spécialistes. La place importante accordée aux universités dans ce programme de formation d'ingénieurs est une nouveauté, a souligné le Guy Courvoisier, directeur des enseignements supérieurs.

MÉDECINE

Le concours de l'internat des hôpitaux de Rennes a été annulé pour la deuxième année consécutive après avis du Conseil d'Etat et sur recommandation du ministre de la Santé. Pour quarante-cinq postes à pourvoir, cinq cent trente étudiants avaient participé aux épreuves les 7 et 8 décembre 1981 au centre hospitalier régional de Rennes. L'une des questions concernant la fracture de Monteggia (fracture de l'extrémité inférieure du cubitus) ne figurait pas au programme. Des explications avaient été fournies dans une salle d'examen mais pas dans l'autre. Déjà, en 1980, le concours d'internat de Rennes avait été annulé en raison d'une question posée en termes différents dans les deux salles d'examen. (Corresp.)

RELIGION

Un appel de Jean-Paul II, adressé aux responsables de chaque nation et de la vie internationale, pour qu'ils « se donnent enfin la main pour constituer une charité de solidarité entre les peuples et la paix, afin de faire disparaître la plaie affreuse du terrorisme », a été diffusé, jeudi 18 février, par le Vatican.

Le pape ayant dit son appel le 28 janvier dernier, devant les participants à une conférence de l'Union mondiale démocratique. A la suite de la mort de l'ancien président chilien Eduardo Frei, la conférence avait été renvoyée au 19 février. Le document du pape, qui se trouvait jeudi en Guinée équatoriale, a été lu à Rome, jeudi matin, par le président de l'Union, M. Mariano Rumor.

Dans son discours, Jean-Paul II dénonce notamment « la complicité de tout un réseau international de terrorisme, qui trouve des appuis ou des motivations secrètes chez telle ou telle puissance ». Il souligne qu'il y a bien des sortes de terroristes, mais « quelques-uns peuvent être les victimes de l'excès de zèle, d'autres qui peuvent être les tentatives de justification, nous ne pouvons que répéter encore et toujours : le terrorisme n'est jamais justifié dans une société saine ».

Autrement

A partir de l'expérience pilote du lycée « parallèle » de St Nazaire et des nombreuses expérimentations en cours dans d'autres lycées.

Une rencontre nationale sur « la vie au lycée aujourd'hui » avec tous les acteurs impliqués. Lille, les 27-28 février.

Inscriptions urgentes à autrument 4, rue d'Enghien 75010 Paris 77012.50.

DÉFENSE

DANS LA PERSPECTIVE D'UN ESPACE MILITAIRE COMMUN

La France est prête à des compromis industriels et opérationnels pour produire des armements avec ses partenaires européens

Le gouvernement français a décidé d'inciter, davantage encore que par le passé, ses industriels de l'armement à participer à des consortiums internationaux, principalement européens, car la coopération est devenue une « nécessité absolue », selon le secrétaire d'Etat à la défense, M. Georges Lemoine, qui estime que « l'alternative dans ce domaine est : coopérer ou périr ».

La France est même prête à accepter des compromis industriels et opérationnels avec

ses alliés pour relancer la collaboration en Europe, compte tenu de l'existence d'un champ de bataille commun qui requiert des matériels conjoints.

M. Lemoine a détaillé cette nouvelle politique de la France lors d'un colloque récent à Londres organisé par la commission scientifique, technique et aéronautique de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) qui réunit sept pays européens (1).

Le secrétaire d'Etat, qui dans ses réponses à des intervenants au colloque de Londres, a placé sur le même plan, le double objectif, pour les pays européens, de « constituer non pas seulement un espace militaire européen, mais aussi un espace social et économique ».

L'orgueil national

Le premier ministre, lors de son discours à l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.) en septembre 1981, avait lui aussi parlé d'un « espace social commun » pour conclure à la nécessité, pour les Européens, de réfléchir à la perspective d'un « ensemble politique disposant d'une défense autonome ». En juin 1978, déjà, à l'I.H.E.D.N., M. Valéry Giscard d'Estaing, alors chef d'Etat, avait évoqué cette même éventualité.

Sur ce thème d'une coopération qui accepterait des compromis afin de disposer de matériels conformes à leur emploi sur un champ de bataille commun, les industriels français demeurent assez divers.

Il est de fait que l'Europe est aujourd'hui — après vingt années d'une coopération qui a fon-

ctionné vaille que vaille — en situation d'attente à préparer les matériels militaires de la nouvelle génération, sachant qu'aucun des pays membres ne peut, à lui seul, édifier sa propre panoplie pour des raisons financières évidentes. Il faut, en effet, penser d'ores et déjà à construire les avions, hélicoptères, missiles, matériels terrestres et navals qui seront en service jusqu'à la fin du siècle et, même, au-delà de l'an 2000.

La création de consortiums internationaux est une solution, à la condition que chaque participant — pour des raisons d'indépendance de ses approvisionnements militaires — conserve le sentiment qu'il reste toujours en mesure, le cas échéant, de produire seul un matériel majeur ou jugé essentiel à sa sécurité.

Force est d'admettre que, lorsque ces conditions ne sont pas remplies, de nombreux industriels et états-majors européens raisonnent souvent comme la pinçonne de leurs homologues français, par orgueil national qui leur fait craindre que les compromis acceptés par les gouvernements ne soient au final l'abandon de la souveraineté. — J. I.

(1) Fondée en 1954, l'Union de l'Europe occidentale réunit la Belgique, la France, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, la Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

CARNET

Décès

— Henri Monique et Nicole Gasto font part du décès de leur père, Raphaël Henri CANTO, le 17 février 1982, à l'âge de soixante ans, 61, rue de Saintonge, Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Dominique DESOUCHES, docteur en droit, survenu, suite des sarcoms de l'égale, le 19 février 1982, à l'âge de trente-six ans à son domicile.

De la part de : M. Dominique Desouches, son épouse, M. et Mme Vivien-Charles Desouches, ses fils, M. et Mme Henri Desouches, ses beaux-parents, M. et Mme Jérôme Desouches et leurs enfants, M. et Mme Vincent Desouches, M. et Mme Xavier Guesmann, M. et Mme Michel Ulrich, ses frères, beaux-frères, neveux, nièces.

Les services religieux seront célébrés en l'église Saint-Martin de Malbec, à Biarritz (136, rue de Tolbiac, à Paris-13e), le lundi 22 février 1982, à 15 h 45.

17, passage Foubert, 75013 Paris.

— M. et Mme Jacques Bousquet, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Jean Ferrier et leurs enfants, M. et Mme Gilbert Ferrier, M. et Mme Jacques Davier, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Roger Tournay, ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de M. Roger FERRIEU, professeur honoraire de mathématiques, officier de la Légion d'honneur, leur père, grand-père, grand-oncle, arrière-grand-père et beau-frère, décédé le 18 février 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques religieuses seront célébrées en la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Boucaux (Eure-et-Loire), le mardi 23 février, à 10 h 30. L'inhumation aura lieu au cimetière de la famille au même jour, à 15 h 30, dans l'enceinte du cimetière de Mantes-la-Jolie-sur-Seine (Eure-et-Loire).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Monique Schiffer et leurs enfants, M. et Mme Dominique, M. et Mme Claude Savignac et ses enfants, M. et Mme Jean-Louis et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. André Roger GALLARD, uste Mécanicien, décédé le mardi 23 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau. Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme le docteur Jules Zetoun et leurs enfants, M. et Mme Victor Zetoun et leurs enfants, M. et Mme Maurice Karla et leurs enfants, M. et Mme Maurice Zetoun et leurs enfants, Les enfants de feu Mme Marie Nizard, font part du décès de M. Zetoun SASSON LAFFITTE, né Margot Zetoun, survenu à Paris le 18 février 1982, à la suite d'une longue et douloureuse maladie.

Le levé du corps se fera le mardi 23 février 1982, à 7 h 30, au 13, rue Eugène-Milon, Paris-13e.

Les obsèques auront lieu à Toulon, le dimanche 22 février 1982, à 10 h 30, au cimetière de la dévotion, 3, rue Lamoignon, 83000 Toulon.

— M. Joseph Lavigne, directeur départemental honoraire des contributions indirectes, M. et Mme Pierre Lavigne, professeurs à l'université de Paris-12, André et Anne Lavigne, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de M. Joseph LAVIGNE, né Anne-Marie Pierre, survenu à Bagères-de-Bigorre, le 19 février 1982, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

— Béatrice Lomont, sa fille, M. et Mme E. Chénin, Sa famille, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de Jean LOMONT.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 22 février 1982, à 10 h 30, en l'église Saint-Ambroise (Paris-11e), suivie de l'inhumation à Saint-Pantalay-d'Excideuil (Dordogne).

— Malitta Matia, Federica et Ramonello, ont la douleur de faire part du décès de leur beau-frère et oncle, Serge MATTA, survenu subitement à Santiago-de-Chile, le 16 février 1982, 216, boulevard Raspail, 75014 Paris.

— M. André MESSAGER, ancien sénateur du Val-d'Oise, est décédé à 85 ans sa quatre-vingt-neufième année et a été inhumé à Taverny, ville dont il avait été le maire, vendredi 19 février 1982.

[André Messager était né le 4 août 1901 à Ermenonville (Val-d'Oise). Il avait siégé au conseil général de Seine-et-Oise de 1953 à 1976, et avait été maire de Taverny de 1953 à 1971. Sénateur, de 1968 à 1977, André Messager appartenait au Sénat au groupe de l'Union centriste.]

Anniversaires

— En ce jour anniversaire du rappel à Dieu du docteur Jean-Jacques BOURGOIN, une pieuse et affectueuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Une pensée est demandée à tous ceux qui ont connu et aimé Isabelle MEKK, disparue le 21 février 1979.

INFORMATIONS « SERVICES »

DOCUMENTATION

Les publications de l'INSEE

- La Crise du système productif. L'analyse d'une période récente (1973-1979), marquée par la crise ouverte avec le « premier choc pétrolier ». Une place importante est accordée aux comparaisons internationales menées ici entre cinq pays (France, Royaume-Uni, Japon, États-Unis, R.F.A.). L'ouvrage aborde par ailleurs sur une longue période (1958-1979) divers aspects des caractéristiques et du fonctionnement du système productif, saisi à un niveau de nomenclature distinguant trente-six branches ou produits. Décembre 1981 : 364 pages, 60 F.
- TEF 81. Tableaux de l'économie française, édition 1981. Cet ouvrage couvre la totalité des domaines de la vie économique et sociale pour lesquels il présente des définitions, des commentaires, des tableaux chiffrés et des références. C'est un outil de travail souple et efficace pour un public varié, notamment d'élèves et d'étudiants. Décembre 1981 : 167 pages, 25 F.
- Annuaire statistique de la France, édition 1981. Ce document fait état de résultats du niveau de la nation dans son ensemble pour l'année 1980. Il regroupe l'essentiel des résultats statistiques disponibles et fournit les moyens d'accéder à une information plus détaillée. Décembre 1981 : 816 pages, 280 F.
- Le Divorce en France. Une présentation des statistiques disponibles sur les divorces allant de 1970 à la réforme de 1975 et de la réforme de 1978. Des analyses du phénomène du divorce, sous trois aspects, juridique, sociologique et démographique. Ces deux volumes sont coédités par l'INSEE et la division statistique du ministère de la Justice. Décembre 1981 : vol. I (174 pages) et vol. II (434 pages), 160 F.
- Enquête sur l'emploi de mars 1981. Les chiffres essentiels sur la population active et le chômage en mars 1981. Enquête réalisée deux fois par an. Décembre 1981 : 87 pages, 46 F.
- L'équipement des ménages en biens durables au début de 1981. Des données statistiques qui permettent de connaître les entreprises (importatrices et exportatrices) par types de commerce : commerce de gros, intermédiaires du commerce, commerce de détail. Décembre 1981 : 228 pages, 30 F.
- Des publications sont disponibles dans les observatoires économiques régionaux et à l'Observatoire économique de Paris, tour Gamma A, 185, rue de Bercy, 75002 Paris Cedex 12. Tél. : 345-72-31.

LOISIRS

NATURE. - La Direction régionale d'Ile-de-France du Temps libre, jeunesse et sports organise un stage au cours duquel il sera possible de s'initier à diverses activités physiques de pleine nature, telles que la randonnée pédestre, la randonnée à vélo, la randonnée à ski, la randonnée à cheval. Ce stage s'adresse aux candidats préparant le diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateurs

(D.E.F.A.) mais il est également ouvert à tous ceux que la randonnée pédestre, la randonnée à vélo, la randonnée à ski, la randonnée à cheval intéressent. Trois sessions : du 8 au 12 mars, du 7 au 11 juin et du 3 au 23 septembre.

★ 6-8, rue Eugène Oulif, 75013 Paris. Tél. : 584-12-05, postes 532 et 533.

FAITS DIVERS

A Cavaillon (Vaucluse) SOIXANTE-DIX-NEUF COFFRES DÉVALISÉS DANS UNE BANQUE

Soixante-dix-neuf coffres dévalisés, environ 140 000 francs en numéraire volés dans les caisses. Telle est l'évaluation du montant du casse du 17 février de l'agence de la Société lyonnaise de dépôts et de crédit industriel, à Cavaillon (Vaucluse) évaluation qui n'était pas encore complète le vendredi 19 février. On parle cependant de plusieurs millions de francs.

Un des malfaiteurs, se faisant passer pour un nouveau client, aurait pris rendez-vous avec le directeur, M. Roland André, pour le 17 février, à 17 heures. A l'heure dite, il se serait présenté avec son « comptable ». Dans la banque, il

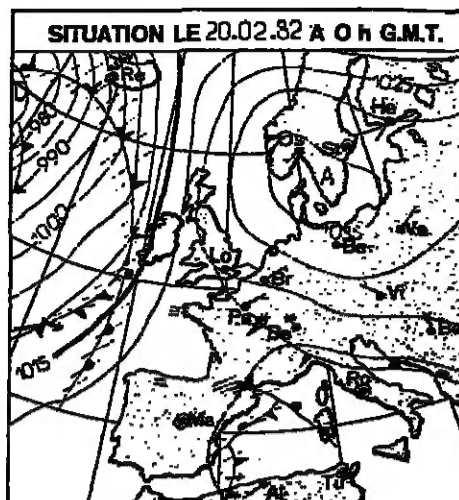
n'y avait plus que trois employés et le directeur. Installés dans le bureau de M. André, les deux hommes auraient ouvert leurs attachés-cases et sorti des armes avant d'obliger les employés et le directeur à les accompagner dans la salle des coffres. Là, ils auraient ligoté ces derniers à l'aide de chaînes, de menottes et de cadenas et recouvert leurs têtes d'une cagoule. Deux autres complices, arrivés entre-temps par l'entrée principale, les ont aussitôt aidés à fracturer les coffres. L'ensemble de l'opération aurait duré presque une heure.

C'est le directeur qui, ayant réussi à défaire ses liens, a donné l'alerte.

Les vols dans les salles des coffres les plus importants de ces dernières années, outre le fameux « casse du siècle » à la Société générale de Nice, en juillet 1976 (50 millions de francs) ont été commis à l'agence du Crédit agricole à Marseille, le 17 mai 1981, où deux cent trente coffres avaient été dévalisés ; à la caisse d'épargne de la place de Mexico, à Paris, le 1^{er} novembre 1980 (près de 2 millions de francs) ; à la Banque Vercors, à Boulogne-Billancourt, le 10 juin 1980 (entre 4 et 6 millions de francs).

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérants : Jacques Favret, directeur de la publication, Claude Julien.
Imprimerie : S.A. des Imprimeries de la Presse, 10, rue de la République, 93100 Paris-XXI.
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437.
ISSN : 0395 - 2037.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 20 février à 0 heure et le dimanche 21 février à 24 heures :

L'anticyclone d'Europe dirige sur l'est de notre pays des masses d'air froid qui atteindront la Normandie et le Massif Central, tandis qu'une perturbation d'origine atlantique pénétrera lentement sur la France, dimanche.

Dimanche matin, ciel couvert de la Normandie au Limousin, au Languedoc et à la Corse, avec de petites chutes de neige dans l'intérieur : sur la moitié est de la France, temps froid avec des gelées et des brumes matinales ; sur l'extrême Ouest, quelques brouillards sur la Bretagne et les Landes.

En cours de journée, le ciel se couvrira près des côtes atlantiques, et ce type de temps pluvieux gagnera la Normandie, les pays de Loire et l'ouest du Massif Central dans la soirée, précédé de quelques chutes de neige dans l'intérieur : de belles éclaircies se développeront sur la moitié est du pays. Les températures maximales seront inférieures à 10 sur la moitié est, atteignant localement 12, et seront sans grand changement ailleurs. Les vents seront faibles et variables ou de secteur sud se renforçant dans l'ouest.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris, le 20-02-82 à 7 heures : 1023,4 millibars, soit 767,3 millimètres de mercure.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 février ; le second, le minimum de la nuit du 19 au 20 février) : Ajaccio, 14 et 5 degrés ; Biarritz, 10 et 3 ; Bordeaux, 12 et 2 ;

PARIS EN VISITES

MARDI 23 FÉVRIER

• Baillique Saint-Denis, 14 h 30, entrée, Mme Vermeersch.
• Hôtel Launay, 15 heures, 17, quai d'Anjou. Mme Albert.
• L'Église russe, 15 heures, 12, rue Drouot, Mme Hulot.
• Hôtel Houthiers, 15 heures, 6, rue Pierre-Buillet, Mme Legrand.
• Les salons de l'Hôtel de Ville, 15 heures, salle d'assemblée, Mme Pennoec (Caisse nationale des monuments historiques).
• Mexique d'hier et d'aujourd'hui, 14 heures, Petit Palais (Approche de l'art).
• Montmartre, 15 heures, musée Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
• Le Marais, 14 h 30, musée Saint-Paul (Régénération du passé).

CONFÉRENCES

MARDI 23 FÉVRIER

14 h 30 : 62, rue Madame : « Les origines du bouddhisme » (Arens).
20 h 30 : 8, rue Jean-Goujon, M. R. Lantier : « Une industrie d'avenir : la bio-industrie ».
20 h 30 : 5, rue Laffitte, Mme L. Winckler : « A l'aube de l'ère du Versseau » (Nouvelle Acropole).

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Indes
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 862 F 1 241 F 1 620 F

ÉTRANGER
(par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
313 F 522 F 731 F 940 F

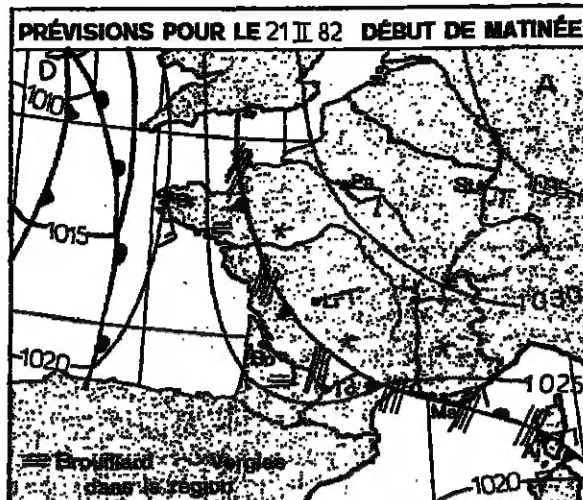
IL - SUISSE, TUNISIE
386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

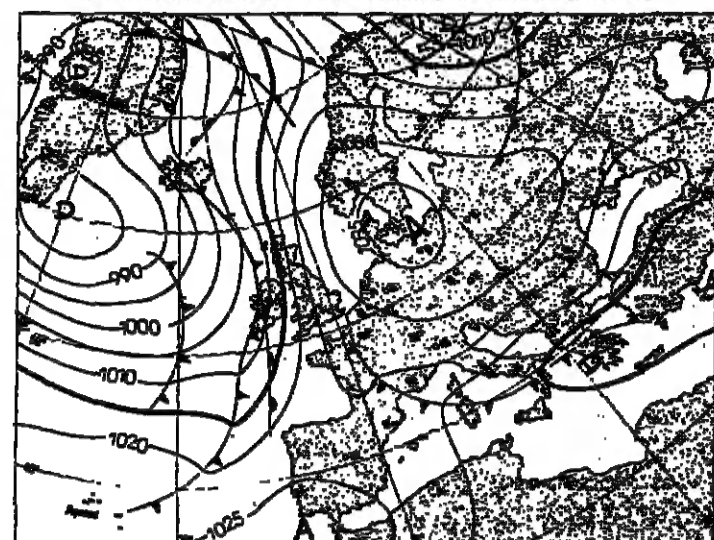
Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-projets en espèces d'impression.



PRÉVISIONS POUR LE 21 FÉVRIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



Bourges, 8 et 3 ; Brest, 12 et 1 ; Caen, 6 et 3 ; Cherbourg, 7 et 2 ; Clermont-Ferrand, 11 et 1 ; Dijon, 4 et 1 ; Grenoble, 8 et 1 ; Lille, 4 et 2 ; Lyon, 5 et 4 ; Marseille-Marignane, 15 et 6 ; Nancy, 2 et 0 ; Nantes, 11 et 0 ; Nice, 15 et 9 ; Paris-Le Bourget, 8 et 1 ; Pau, 10 et 7 ; Perpignan, 16 et 9 ; Rennes, 11 et 3 ; Strasbourg, 2 et 1 ; Tours, 10 et 5 ; Toulouse, 12 et 7 ; Pointe-à-Pic, 30 et 19.
Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 11 degrés ; Amsterdam, 0 et -4 ; Athènes, 9 et 7 ; Berlin, 1 et -6 ; Bonn, 1 et -4 ; Bruxelles, 1 et -3 ; Le Caire, 23 et 12 ; Les Canaries, 16 et 11 ; Copenhague, 1 et -5 ; Dakar, 23 et 18 ; Genève, 3 et 2 ; Jérusalem, 15 et 5 ; Lisbonne, 16 et 11 ; Londres, 5 et 0 ; Luxembourg, 0 et -2 ; Madrid, 13 et 4 ; Moscou, -8 et -16 ; Nairobi, 28 et 9 ; New-York, 2 et 0 ; Palma-de-Majorque, 15 et 11 ; Rome, 15 et 7 ; Stockholm, -1 et -10.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 20 février 1982 :

DES DÉCRETS

• Modifiant le code de l'aviation civile (deuxième partie) pour ce qui concerne la circulation des aéronefs.
• Fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la Caisse nationale des banques.
• Portant application de l'article

35 de la loi de finances pour 1982 (30 décembre 1981) instituant une taxe sur les vins ayant fait l'objet d'opérations de coupage.

UNE CIRCULAIRE

• Du 13 janvier 1982 relative aux aménagements apportés à l'application de la réglementation sur les primes et prêts aidés des régimes 1950 (1960), 1964 et 1972.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3130
HORIZONTALEMENT

I. Moins on est lavé et plus elles sont lourdes. - II. Peut obliger à abandonner les bretelles. Ne laisse pas. - III. Piques par exemple. Note. Qualifie un champ qui fait l'objet d'une théorie. - IV. Démonstratif. Bien joué.

Un homme clairvoyant. - V. Mise à l'épreuve. Qui n'a donc pas manqué de voix. Ville d'Allemagne. - VI. Oiseau grec. Petit chevreuil. - VII. Église russe. - VIII. Pronom. Deux points. - IX. Sorte de foire. Pronom. Une question pour le psychologue. - X. Donnent souvent lieu à un voyage. Exemple de beauté. Porte une charge électrique. - XI. Grand quand on crache beaucoup. Fond très vite quand on commence à le manger. - XII. Sur la croix. Petit instrument de musique. - XIII. Nous ramène au même endroit. Devenus incapables de réfléchir. - XIV. Préposition latine. Pronom. Nom de sierra. - XV. Ville du Cher. Bien connue. Utile pour le golf. - XVI. Imiter ceux qui regardent. Qui avait donc circulé. Les hommes n'y sont pas admis.

jectif qui qualifie des droits d'auteur. - 12. Comprend peut-être le morse. Peut être assimilé à une maison d'arrêt. - 13. Moins solides quand elles sont en fonte. Sous la croûte. Inscrit. - 14. Des caractères d'autrefois. On les trouve dans l'eau. - 15. Fit du tort. Passé à l'huile. Ville de l'Orne.

Solution du problème n° 3129

Horizontalement

I. Comptable (cf. sommeil). - II. Odomètre. - III. Moi. Léo. - IV. Erce. Lune. - V. Saillie. - VI. TT. Éloc. - VII. Star. Né. - VIII. Boira. Fg. - IX. Luxé. Aile (cf. républicain). - X. Es. Signet. - XI. Sic. Reste.

Verticalement

I. Comestibles. - 2. Odonat. Oust ! - 3. Moisi (cf. piquet). Six. - 4. P.M. Elytres. - 5. Tel. Aa. Ir. - 6. Atelier. Age (allusion aux rides). - 7. Brouet. (ins. - 8. Le. Onglet. - 9. Essence. Été.

GUY BROUTY.

BREF

ANCIENS COMBATTANTS

P.G. DE PRUSSE-ORIENTALE. - Les anciens P.G. de Prusse-Orientale sont invités à prendre contact avec l'Amicale des Stages 1A, 1B, pour retrouver leurs camarades de captivité et pour connaître leurs droits d'anciens combattants.
★ 46, rue de Londres, 75008 Paris. Tél. : 522-61-32, poste 27.

EXPOSITIONS

« COMMENT VA LA PRESSE ? ». - Tel est le titre de l'exposition organisée du 24 février au 28 avril au Centre Georges Pompidou. Elle est conçue comme la combinaison d'un spectacle audiovisuel et d'un spectacle son et lumière. Le visiteur est tantôt spectateur de l'éclairage d'un journal télévisé, tantôt au cœur même de l'action, dans une imprimerie ou même sur le lieu d'un événement.

TOURISME

LES CAMPINGS PLUS CHERS DE 10 %.

Le bruit ayant couru que les prix des campings seraient totalement libérés au printemps 1982, le ministère de l'économie et des finances et le secrétariat d'État au tourisme viennent de préciser dans quelles conditions les professionnels retrouveraient une certaine marge de manœuvre, qui ne pourra pas, d'ailleurs, provoquer une hausse des tarifs très supérieure à 10 %.
« Les prix des campings ne sont pas susceptibles de sortir du blocage dans le cadre d'accords de régulation départementaux signés par la profession, dit un communiqué officiel. Ces accords sont destinés à obtenir de manière concertée la modération de l'évolution des prix pour l'année 1982. »

SPORTS

FOOTBALL

SAINT-ÉTIENNE-SANARY EN SEIZIÈMES DE FINALE DE LA COUPE DE FRANCE

Les rencontres des seizièmes de finale de la Coupe de France, qui auront lieu le 6 et le 7 mars, ont été tirées au sort vendredi 19 février.

Deux matches opposeront des équipes de première division : Nice-Monaco et Tours-Auxerre. De son côté, Saint-Etienne jouera contre Sanary, équipe de division honneur régionale.

Les autres rencontres prévues sont les suivantes : Metz-Dunkerque, Nevers-Minor, Paris-Saint-Germain, Calais-Laval, Thonon-les-Bains, Nancy, Lisieux-Bordeaux, Saint-Brieuc-Lyon, Maubeuge-Valenciennes, Brest-Concarneau, Brive-Bastia, Fontainebleau-Le Havre, Reims-Besançon, Marseille-Montluçon et Chaumont-Toulon.

ATHLÉTISME.

« L'Américain Willie Banks a amélioré, à San Diego (Californie), vendredi 19 février, la meilleure performance mondiale au triple saut avec un bond de 17,41 mètres. L'Américain Mary Decker a battu, de son côté, sa meilleure performance mondiale du mille en 4 min. 20 sec. 5. Autre meilleure performance mondiale, celle réalisée vendredi 19 février, à San Diego, par l'Américain Bill Olson : 57,5 m au saut à la perche.

SKI NORDIQUE. - La Norvégienne Berit Auli a remporté l'épreuve du 10 kilomètres dames et la première médaille d'or des championnats du monde qui ont débuté vendredi 19 février à Hol Menkollen, près d'Oslo.

TENNIS. - Vainqueur par 6-3, 6-4 de l'Australien Phil Dent en quarts de finale du tournoi de Palm-Springs (États-Unis), vendredi 19 février, le Français Yannick Noah jouera en demi-finale contre l'Américain Elliott Teltscher. Le Tchèque Ivan Lendl, qui a battu par 6-1, 6-1 l'Américain Victor Amaya affrontera le Mexicain Raúl Ramírez.

VOLLEY-BALL. - La poule finale de la Coupe d'Europe des clubs champions de volley-ball organisée du 19 au 21 février au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, a débuté par une surprise : la défaite en 4 sets (8-15, 15-11, 15-8, 15-5) du Dynamo de Bucarest, tenant du trophée, face au Robbe di Kappa de Turin, vainqueur en 1980.

Le C.S.K.A. de Moscou, club de l'armée rouge, qui s'est imposé ensuite sans difficulté en trois sets (15-10, 15-2, 15-3), fut plus que jamais figure de favori.

مركز زعيم

3

iv